

Les collectivités portugaises à Genève Itinéraire mémoriel à travers le canton



Éditos [p. 3](#) Origines, langue et culture [p. 4](#) Exil et politique [p. 6](#)
Associations, engagement et citoyenneté [p. 8](#) Sport, loisirs et fêtes [p. 10](#)
Université et éducation [p. 11](#) Restauration et gastronomie [p. 12](#)
Plan [p. 13](#) Maçons, saisonniers et syndicats [p. 14](#) Économie domestique,
travail féminin et secteur informel [p. 16](#) Science, innovation et
internationalisation [p. 18](#) Église et communauté religieuse [p. 20](#)
Nouvelles migrations [p. 21](#) Partir ou rester [p. 22](#) Memórias em viagem
Mémoires en voyage [p. 24](#)

Notre História

Vous tenez entre vos mains le journal de «Notre História», un itinéraire mémoriel sur la présence et l'histoire des collectivités portugaises à Genève. Pensé en 12 lieux, l'itinéraire permet de se familiariser avec la richesse et la diversité de cette histoire. Captivante, parfois surprenante, souvent inconnue et émouvante, elle concerne l'ensemble de la population genevoise, invitée à mieux la connaître et à se l'approprier. Il s'agit de «notre história» collective.

Dans le canton de Genève, la présence portugaise s'inscrit dans la durée et a pris une ampleur remarquable. Fin 2024, le canton compte 220 024 personnes de nationalité étrangère (41,5 % de la population résidente permanente); les nationalités française et portugaise y sont les plus nombreuses. On recensait 31 270 ressortissantes et ressortissants portugais fin 2023.

Ce journal contient un plan, des informations par lieu, des renvois vers un podcast ou des extraits audio et permet ainsi d'arpenter le canton à la découverte de «Notre História». Vous pourrez parcourir, dans la durée, les principales séquences de cette histoire — exil politique, migrations économiques, vie collective, transformations récentes — et comprendre comment elles se sont inscrites dans le territoire.

Des repères remontent loin : à la cathédrale Saint-Pierre, la «chapelle du Portugal» rappelle une présence ancienne, liée à une princesse et à sa fille qui y reposent ; et en 1913, Genève accueille les premiers cours de portugais en Suisse, à l'initiative d'Abílio Guerra Junqueiro, figure politique et littéraire. Le tournant vient dans les années 1960 : sous la dictature et les guerres coloniales, Genève devient un lieu d'arrivée pour des Portugaises et des Portugais forcés de partir. Ces trajectoires, marquées par l'opposition, la peur de la surveillance et l'urgence du départ, s'appuient sur des lieux d'entraide et d'organisation qui ont marqué la mémoire locale. Après la Révolution des Œillets (1974), beaucoup rentrent,

d'autres restent, et la question du retour ou de l'installation devient durable.

À partir des années 1980, les migrations de travail changent d'échelle. Elles s'inscrivent longtemps dans un cadre administratif contraignant, notamment le statut de saisonnier et ses restrictions, avec des effets sur le logement, le regroupement familial et l'accès à l'école. Dans ces conditions, des métiers essentiels, peu reconnus, ont contribué à bâtir, entretenir et faire fonctionner le canton : construction et maçonnerie, hôtellerie-restauration, nettoyage et services, travail domestique et soins, parfois dans l'informel, et les formes d'organisation collective qui les accompagnent, notamment syndicales.

La vie collective se développe en parallèle : associations, médiations et engagement citoyen ; sport, loisirs et fêtes ; communauté religieuse ; restaurants, commerces et lieux de rencontre ; éducation, parcours scolaires et transmission linguistique. Les espaces universitaires comptent aussi comme lieux d'étude et de formation, et, selon les périodes, d'activisme et de circulation d'idées politiques, particulièrement durant la dictature et la guerre coloniale. Dans un canton où les organisations internationales et des institutions scientifiques sont bien présentes, d'autres trajectoires se déploient, liées à la recherche, à l'innovation et à des parcours professionnels transnationaux.

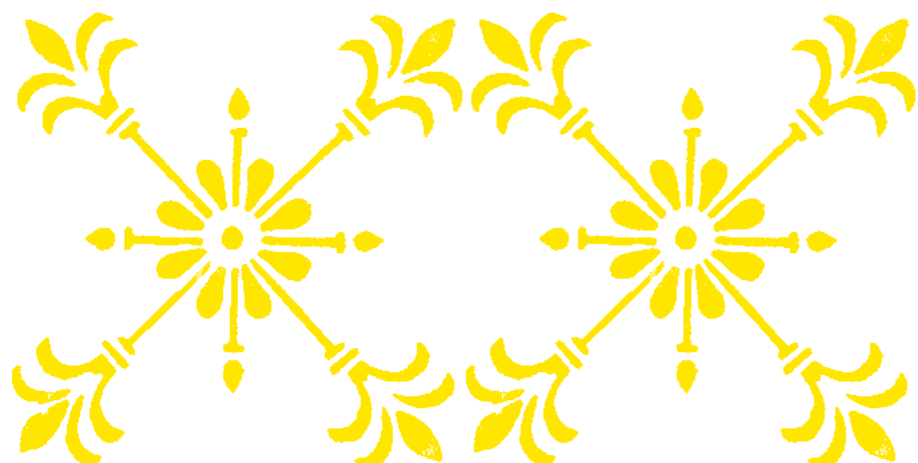
Depuis l'entrée en vigueur des accords bilatéraux et de la libre circulation des personnes (2002), les mobilités se reconfigurent : diversification des profils, circulation plus fréquente, projets partagés entre la Suisse et le Portugal, notamment au moment de la retraite, et recomposition des conditions d'installation, de logement et de participation.

Nous vous souhaitons du plaisir dans la découverte de ce pan de notre histoire.

Pour se rendre sur les différents lieux de l'itinéraire, se référer au plan en page 13.



Éditos



Depuis le XVI^e siècle, Genève est une ville façonnée par les migrations. Génération après génération, des femmes et des hommes venus d'ailleurs ont contribué à sa prospérité, à son dynamisme, à son rayonnement et à sa magnifique diversité culturelle.

La communauté portugaise est arrivée dès les années 1960 pour échapper à la dictature de Salazar et aux guerres coloniales, puis en plus grand nombre à partir des années 1980, principalement pour des motifs économiques. Deuxième communauté étrangère du canton, elle a fortement contribué à faire de Genève la ville qu'elle est aujourd'hui.

La communauté lusitanienne a d'abord construit la Genève contemporaine, au sens le plus concret du terme. Des immeubles aux grandes infrastructures, son travail a façonné la ville et soutenu son développement économique. Un travail souvent réalisé dans l'ombre et dans des conditions extrêmement difficiles, en particulier jusqu'à l'abolition du statut de saisonnier en 2002. C'est d'ailleurs pour rendre hommage à ces travailleurs et travailleuses que la Ville de Genève a proposé en 2019 l'exposition « Nous saisonniers, saisonnières... Genève, 1931-2019 », puis inauguré en 2024 deux parcours mémoriels dans l'espace public. Les nouvelles générations qui arrivent depuis 2001, davantage formées et urbaines, occupent des postes plus qualifiés, et marquent la vie universitaire, scientifique et sportive genevoise.

Bien sûr, les contributions des Portugaises et des Portugais s'inscrivent aussi dans le tissu social, dans les liens de voisinage et amicaux, dans

les associations, les syndicats et la vie culturelle. Un peu partout, le fado et les chants folkloriques résonnent. Un peu partout aussi, nous avons la chance de pouvoir déguster du bacalhau, du caldo verde ou des pasteis de nata, dans des établissements devenus de magnifiques lieux de rencontre et, pour certains, de véritables institutions. Durant trente ans, la librairie Camões a proposé tous les trésors de la littérature portugaise, tandis que l'unité de Portugais de l'Université de Genève enseigne la langue, la littérature et la culture lusophones. L'écrivain Rui Nogueira, qui a longtemps dirigé le Centre d'animation cinématographique de Genève, n'a eu, quant à lui, de cesse de partager sa passion pour le 7^e art. Ainsi, la culture portugaise ne s'est pas seulement installée à Genève : elle l'a imprégnée et fait désormais partie intégrante de son histoire contemporaine.

Pourtant, la trajectoire des Portugaises et des Portugais, leurs contributions dans tous les domaines, restent peu connues, peu valorisées. La Ville de Genève est donc très heureuse de pouvoir s'associer au projet « Notre História », qui permet de mieux faire connaître l'histoire et la participation de la collectivité portugaise à Genève. Une occasion aussi de la remercier pour son apport précieux et de rappeler que la richesse d'une ville se construit grâce aux parcours, aux traditions et aux cultures de celles et ceux qui la font vivre.

Alfonso Gomez
Maire de la Ville de Genève

Dans le canton de Genève, plus de quatre habitantes et habitants sur dix sont de nationalité étrangère. Cette réalité fait la richesse de notre territoire et pose des défis que nous nous devons de relever, notamment en matière de participation citoyenne et de cohésion sociale.

Une démocratie ne peut se satisfaire de voir une partie de sa population durablement éloignée de la vie civique. Pourtant, les études que nous avons mandatées ces dernières années sont sans appel. Malgré l'octroi, depuis 2005, des droits politiques communaux aux personnes étrangères résidentes depuis huit ans en Suisse, leur participation reste plus basse que celle des citoyennes et citoyens suisses. Ce constat est encore plus marqué pour la communauté portugaise, pourtant profondément ancrée dans l'histoire sociale, économique et culturelle de Genève.

Cet écart de participation rappelle que la mobilisation électorale est le produit d'un travail de fond, ancré dans des politiques d'intégration durables et une cohésion sociale renforcée. Cela passe par un effort de reconnaissance, indispensable pour que

chacune et chacun puisse se sentir pleinement à sa place dans la Cité. Cela implique, par exemple, des actions visant à renforcer la connaissance mutuelle et la compréhension des trajectoires culturelles.

C'est dans cet esprit qu'est né le dispositif cantonal « Notre História ». À travers un itinéraire mémoriel en douze lieux emblématiques, un site web interactif, un journal, des événements, une série de podcasts et des capsules audio, nous proposons de rendre visible une histoire souvent restée en marge du récit collectif genevois : celle des Portugaises et des Portugais qui ont contribué, génération après génération, à façonner notre canton.

J'invite les Genevoises et les Genevois à arpenter dès aujourd'hui le canton, à la découverte de « Notre História », et à se rappeler que l'histoire des communautés étrangères installées à Genève, notamment celle de la communauté portugaise, fait pleinement partie de notre histoire commune.

Thierry Apothéloz
Président du Conseil d'État



Les autorités de la République et Canton de Genève expriment leur reconnaissance envers les femmes et les hommes originaires du Portugal qui, depuis plusieurs décennies, ont contribué de manière significative au développement économique, social et culturel du canton.

Arrivés notamment dès les années 1980, les Portugais ont participé à l'essor de secteurs essentiels tels que le bâtiment, l'hôtellerie-restauration, les services, les soins, les arts et l'artisanat. Longtemps considérés principalement comme une force de travail temporaire, leur engagement a contribué à façonner durablement le territoire genevois. Les associations portugaises ont largement contribué à transformer les individus en protagonistes de la vie collective. La présence de la communauté portugaise constitue aujourd'hui un élément du patrimoine cantonal, à la fois matériel — à travers les entreprises, commerces et lieux associatifs — et immatériel — par la langue, les traditions, la transmission culturelle et l'engagement civique. Ce patrimoine vivant enrichit l'identité plurielle de Genève et contribue au renforcement du lien social.

Par le présent acte, les autorités inscrivent cette contribution dans la mémoire collective et affirment que l'histoire des migrations portugaises fait pleinement partie de l'histoire genevoise. Leurs traces sont bien visibles. Elles seront désormais inoubliables. C'est un acte politique fort qui engage la société à reconnaître que le développement d'un territoire est le résultat d'une diversité des trajectoires, le fruit d'une pluralité d'histoires.

La Fédération des Associations Portugaises de Suisse exprime sa profonde gratitude aux autorités cantonales pour cette reconnaissance symbolique, perçue comme un geste de respect envers les générations passées et un signe d'estime envers les générations présentes et futures. Elle y voit un acte de respect, mais aussi de confiance dans un avenir partagé qui appelle à davantage de participation civique de la communauté portugaise et au renforcement d'une citoyenneté active.

Antonio Da Cunha
Président de la Fédération des Associations Portugaises de Suisse



Origines, langue et culture

En 1991, Genève met fin à une situation longtemps restée dans l'ombre : les enfants de travailleuses et travailleurs immigrés portugais peuvent enfin fréquenter l'école publique. Jusqu'alors, beaucoup vivaient en Suisse dans la clandestinité, sans accès officiel à la scolarité. Quelques structures militantes, comme la Petite École, près de la gare, tentaient d'offrir une éducation parallèle. L'ouverture des écoles genevoises marque un tournant majeur, à la fois social et symbolique.

« Transmettre le portugais c'est permettre aux enfants de construire une identité plurielle, capable de circuler entre cultures, d'être à l'aise ici et ailleurs. »

Lurdes Gonçalves

L'historien Flávio Borda d'Água, arrivé du Portugal à l'âge de neuf ans, se souvient de cette période de transition. Il évoque son arrivée en 1989, sa première rentrée sans parler un mot de français et les cours intensifs qui lui permettent, en quelques mois, de s'intégrer. Pour de nombreux enfants, ces dispositifs ne sont pas seulement un soutien scolaire : ils consacrent un droit fondamental – celui d'être visible, de se voir enfin reconnaître et d'appartenir à la société genevoise.

Mais l'intégration scolaire pose rapidement une autre question : comment transmettre la langue et la culture portugaises aux enfants ayant vu le jour ou ayant grandi en Suisse ? Avant que les institutions ne s'en saisissent, ce sont les associations portugaises qui prennent l'initiative. Antonio da Cunha se souvient de ces premiers cours organisés avec les moyens du bord, parfois dans des locaux provisoires, parfois au prix de trajets en bateau pour rejoindre l'École portugaise où se déroulaient les premiers examens officiels.

À la fin des années 1980 et au début des années 1990, ces cours du mercredi deviennent une véritable tradition au sein de la diaspora. Carla da Silva, aujourd'hui photographe, raconte ces après-midi d'apprentissage imposés alors que les autres enfants étaient en congé. Quatre heures de cours, souvent vécues comme une contrainte, mais qui ont contribué à ancrer une langue qu'elle parlait déjà en famille, parfois timidement. Avec le recul, dit-elle, elle regrette de ne pas l'avoir davantage cultivée.

Pour d'autres élèves, comme Elsa Païs, ces enseignements ouvrent une fenêtre plus large : la découverte de l'histoire portugaise, des mouvements

de décolonisation, ou encore d'une lusophonie multiple, bien au-delà du seul Portugal. Les cours visent à renforcer un sentiment d'appartenance, à offrir un repère culturel à une jeunesse partagée entre deux pays, parfois entre deux loyautés.

Cette double appartenance, Carla da Silva la décrit dans toute sa complexité. À Genève, les enfants portugais étaient régulièrement la cible de moqueries. Au Portugal, ils étaient perçus comme des étrangers, parlant la langue avec un accent ou un manque d'aisance. « Ni vraiment d'ici, ni complètement de là-bas » : un sentiment largement partagé. Avec le temps, elle finit par trouver sa propre définition : être « portugaise de Genève », une identité hybride désormais assumée.

Aujourd'hui, l'enseignement du portugais demeure un pilier pour la communauté. Il sert de lien entre générations, d'espace de continuité culturelle, et parfois de passerelle vers la réussite scolaire. À Genève, il bénéficie d'un statut particulier : la collaboration entre l'Institut Camões et le département de l'instruction publique permet d'intégrer le portugais au sein même de l'école publique. Dès l'âge de quatre ou cinq ans, certains enfants sont accompagnés dans l'apprentissage du français en s'appuyant sur leur langue maternelle – une méthode qui transforme un obstacle potentiel en avantage pédagogique.

Lurdes Gonçalves, coordinatrice de l'enseignement du portugais en Suisse, souligne l'importance de cette approche. Selon elle, il ne s'agit plus seulement de préserver une identité portugaise, mais d'aider les jeunes à construire une identité plurielle, capable de naviguer entre plusieurs cultures. Elle observe toutefois une évolution notable : à mesure que la migration avance et que la troisième génération s'installe, l'intérêt pour ces cours diminue. Les activités extrascolaires se multiplient, les liens avec le Portugal s'assouplissent, et la transmission linguistique devient un défi.

Malgré ces changements, la langue continue de jouer un rôle essentiel. Elle reste un point de ralliement entre familles, un pont entre les Portugaises et Portugais établis en Suisse et ceux restés au pays, mais aussi un outil de dialogue avec les autres communautés présentes dans un paysage helvétique profondément multilingue. Dans une société où les identités se recomposent sans cesse, le portugais demeure un héritage vivant : une langue née du parcours migratoire, mais tournée vers l'avenir.



Découvrez la série documentaire podcast *Notre História* en six épisodes qui retrace l'histoire des collectivités portugaises dans le canton de Genève



Abílio Manuel Guerra Junqueiro, ambassadeur du Portugal en Suisse sous la Première République, écrivain et journaliste. À Genève, il accompagne l'ouverture des premiers cours de langue portugaise au Collège Saint-Antoine en 1913.



L'école Saint-Antoine

Dès 1913, bien avant les grandes vagues d'arrivée des collectivités portugaises dans les années 1970, ce bâtiment accueillait déjà les tout premiers cours de portugais en Suisse. Une initiative du poète et homme politique Abílio Guerra Junqueiro, soutenue par Lisbonne. Deux fois par semaine, on y enseignait la langue : un geste qui affirmait les liens entre le Portugal et le canton de Genève.



École Saint-Antoine, lieu où s'ouvrent en 1913 les premiers cours publics de langue portugaise à Genève, à l'initiative de l'ambassadeur Abílio Guerra Junqueiro.



Cathédrale Saint-Pierre (Genève), plaque commémorative d'Émilie de Nassau (1569–1629) et de sa fille Maria Belgica de Portugal (1598–1647), rappel d'une présence portugaise ancienne dans l'histoire genevoise.

Flávio Borda
d'Água, historien,
chargé de
recherches à
la Bibliothèque
de Genève, retrace
en quelques lignes
l'histoire de la
présence portugaise
dans le canton
de Genève.

«À la cathédrale Saint-Pierre, une chapelle rappelle l'histoire de la princesse Émilie de Nassau, exilée au XVII^e siècle après avoir épousé le prince Dom Manuel de Portugal. Il y a des relations commerciales très intenses dès la fin du XVIII^e et au début du XIX^e avec le Portugal, notamment via l'horlogerie et le commerce maritime puisque Lisbonne est un des plus grands ports du monde à ce moment-là. Vient le XX^e siècle et l'inauguration des premiers cours de portugais par l'écrivain et diplomate Guerra Junqueiro. C'est le début de la Genève dite internationale. Des spécialistes portugais viennent et on le voit aussi dans les collections de la Bibliothèque de Genève. On a accès à énormément de documentations qui sont transmises par des institutions portugaises pour qu'elles soient préservées à Genève, par exemple les Annales de médecine légale. On pourrait se demander : pourquoi ? Les relations étaient tellement importantes à ce moment-là, de par l'expertise qu'il y avait sur les deux territoires, qu'aujourd'hui la Bibliothèque de Genève conserve un patrimoine important de cette mémoire-là.»



Ce sujet vous intéresse ? Vous pouvez en apprendre plus en écoutant cet extrait audio !



Affiche du Collectif Europe-Afrique dénonçant la guerre coloniale portugaise et appelant à la reconnaissance de la Guinée-Bissau (9–16 déc. 1973).



Détail de la couverture du journal *O Emigrante* (organe interne de l'Associação Democrática dos Trabalhadores Portugueses) n° 10, janvier–février 1976.



Exil et politique

À partir des années 1960, Genève devient un refuge inattendu pour une génération d'exilées et d'exilés portugais fuyant l'autoritarisme du régime de Salazar. Depuis les années 1930, la Suisse entretient avec Lisbonne une relation diplomatique jamais rompue, même au cœur des années sombres de la Seconde Guerre mondiale. Mais à mesure que la contestation grandit au Portugal et que les guerres coloniales s'intensifient, la cité du bout du lac voit arriver une nouvelle vague de jeunes hommes et femmes, souvent déterminés, parfois perdus, toujours marqués par la peur.

Le Portugal vit alors sous l'Estado Novo, régime répressif qui fige la société dans une rigidité sociale et politique extrême. À partir de 1961, les guerres coloniales en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau aggravent la tension. Entre 1958 et 1973, près de 900 000 Portugaises et Portugais quittent leur pays — un exode massif, motivé autant par la misère que par la volonté d'échapper à la mobilisation militaire.

C'est dans ce contexte qu'Antonio da Cunha franchit la frontière suisse le 12 avril 1972, jour de ses vingt ans. Comme nombre d'autres, il arrive avec très peu de moyens, porté par la seule certitude que rester au Portugal signifierait la prison ou la guerre. À Genève, il découvre un petit milieu de personnes exilées déjà organisées : étudiantes expulsées, militants pourchassés, personnes intellectuelles dissidentes. Elles et ils sont quelques milliers seulement dans toute la Suisse, mais forment les premiers noyaux d'une communauté bientôt appelée à s'élargir.

Pour ces nouvelles et nouveaux arrivants, la Suisse n'accorde pas automatiquement, ni facilement, un statut de réfugié politique. Quelques figures de l'exil l'obtiennent, mais beaucoup de personnes restent dans une zone grise, souvent assimilées à des migrants économiques, avec la précarité administrative et la crainte du renvoi. Et lorsque ce statut est accordé, il peut aussi exposer à davantage de contrôle et, en principe, limiter l'engagement politique, ce qui pousse nombre d'exilées et d'exilés à la discrétion.

Mais Genève, avec son université, ses milieux syndicaux, ses églises et ses organisations internationales, offre de réels espaces d'expression. Les premières associations estudiantines portugaises se structurent. Elles organisent des débats et des conférences et produisent des publications. La revue *Polémica* nourrit la réflexion politique ; des groupes militants se mobilisent, notamment après l'assassinat d'Amílcar Cabral en 1973, figure emblématique des luttes anticoloniales.

Rapidement, ces personnes intellectuelles exilées tissent des liens avec les travailleuses et travailleurs portugais saisonniers, soumis à des conditions extrêmement dures. L'Association des Portugais de Genève devient un lieu central, où se croisent étudiants engagés et ouvriers portugais. On y donne des conférences, on y joue au théâtre... et même au football, prétexte à diffuser idées, revues et solidarité.

Autour de ces activités émerge le « Groupe de Genève », constellation de personnes exilées qui, après la chute de la dictature, jouera un rôle

majeur dans le Portugal démocratique. José Medeiros-Ferreira rédige depuis Genève un texte visionnaire qui anticipe les trois piliers révolutionnaires : démocratiser, décoloniser, développer. Le psychiatre Eurico Figueiredo, formé aux HUG, introduira les premiers centres de jour au Portugal. Le sociologue António Barreto, devenu ministre, fait de l'émigration un objet d'étude majeur. Et Ana Benavente, formée à Genève, jouera plus tard un rôle clé dans l'éducation au Portugal. Quelques années plus tard, José Mariano Gago et Lucília Salgado enseignent à l'Université ouvrière de Genève avant de devenir des figures centrales de la politique scientifique portugaise.

Tout bascule en avril 1974. Le « 25 avril », révolution pacifique menée par le Mouvement des forces armées, renverse en une nuit un demi-siècle d'autoritarisme. Dans le canton de Genève, l'émotion est immense : les personnes exilées envahissent les rues lors du 1^{er} mai, entourées d'ouvriers portugais qui, pour la première fois, osent se montrer publiquement. On rit, on applaudit, on brandit des pancartes. L'histoire s'ouvre soudain.

La Suisse n'accorde pas automatiquement, ni facilement, un statut de réfugié politique. Quelques figures de l'exil l'obtiennent, mais beaucoup restent dans une zone grise, avec la précarité administrative et la crainte du renvoi.

Mais l'euphorie laisse rapidement place à la question du retour. Beaucoup rêvent de rentrer reconstruire le pays. Pourtant, le Portugal s'enfoncé dans une crise économique profonde. Certains y retournent, d'autres restent à Genève, y construisant leur vie, leurs familles et leurs institutions.

De ces années d'exil, il demeure une empreinte durable : celle d'une génération qui, depuis un canton-refuge, a participé à la lutte contre la dictature, tissé des solidarités inédites et contribué, de loin et de près, à la démocratisation du Portugal.



Découvrez la série documentaire podcast *Notre História* en six épisodes qui retrace l'histoire des collectivités portugaises dans le canton de Genève





© Editorial Bisâncio

« Tous les cafés
avaient une salle
arrière où on
pouvait se réunir
et c'est dans ces
salles qu'on faisait
nos réunions de
comité. »

Ana Benavente

Chahut Média: Ana Benavente, vous vous êtes formée à l'Université de Genève et vous avez occupé le poste de secrétaire d'État à l'Éducation au Portugal. Au début des années 1960 vous fuyiez le Portugal pour Genève avec votre mari. Pouvez-vous nous en parler?

Ana Benavente: Nous avons décidé qu'il n'irait pas à la guerre coloniale parce que c'était une guerre injuste. C'était affreux de voir ces garçons qui venaient de l'intérieur du pays, qui croyaient servir la patrie. Et ensuite on voyait ces mères habillées en noir qui recevaient une médaille et qui ne voyaient plus jamais leurs enfants. Là, on a décidé qu'on partirait. J'avais une amie qui était partie l'année d'avant à Genève parce que son mari appartenait au parti communiste, et ils s'étaient mariés à Genève. Elle m'a dit: «venez ici parce que j'ai trouvé un boulot pour toi.»

Vous étudiez à l'Institut Jean-Jacques Rousseau tout en enchaînant les petits boulots. Très vite, vous vous engagez dans la vie militante. Réunions dans les cafés, actions symboliques, accueil de personnes réfugiées issues d'autres dictatures... Pouvez-vous nous raconter cette période?

On allait peindre les murs des consulats. On recevait chez nous, par exemple, des Basques ou tous ceux qui cherchaient refuge en provenance de pays sous dictature. Tous les cafés avaient une salle arrière où on pouvait se réunir et c'est dans ces salles qu'on faisait nos réunions de comité. Je ne me sentais pas du tout déracinée. Je me sentais dans un pays où j'étais heureuse.

Puis arrive le 25 avril: la Révolution des Œillets. À Lisbonne, la dictature tombe. À Genève, les personnes exilées sont sorties dans les rues, drapeaux en main, pour célébrer la fin de près d'un demi-siècle d'oppression. Pouvez-vous nous décrire ces événements?

Le régime est tombé parce que les militaires savaient que la guerre était perdue. Et la foule était dans la rue, c'est-à-dire pacifique, mais pour regarder. C'était un pays tellement étouffant, tellement fermé, tellement fait d'ignorance que les gens vivaient ça comme une fête, une libération. Le 1^{er} mai, on est sortis dans la rue à Genève avec 200 à 300 personnes immigrées portugaises. C'est la première fois qu'elles et ils sortaient dans la rue. Ils riaient, ils ne savaient pas quoi faire de leurs mains, sauf ceux qui portaient les pancartes!

Le Landolt

À Plainpalais, à l'angle des rues de-Candolle et du Conseil-Général, une plaque rappelle qu'ici s'élevait autrefois la Brasserie Landolt. Avant la Révolution des Œillets de 1974, ce café populaire fondé en 1875 abritait les réunions des réfugiées et réfugiés politiques portugais. Dans ses salles animées, ouvriers, artistes et militantes se mêlaient, mais les personnes exilées y trouvaient surtout un refuge. Arrivées souvent sans papiers, fuyant la dictature de Salazar, elles s'y retrouvaient pour débattre, s'entraider, suivre les nouvelles du pays et rêver d'un Portugal libre. Étudiantes expulsées, intellectuels dissidents, opposantes et opposants politiques y partageaient espoirs, inquiétudes et projets de lutte. Aujourd'hui disparue, la Brasserie Landolt reste un lieu de mémoire pour cette communauté en exil.

Ana Benavente au Secrétariat d'État à l'Émigration, Lisbonne, 1974. Intervention sur les travailleurs «saisonniers» en Suisse, lors du 1^{er} «Encontro Nacional da Emigração», dans la foulée du 25 Avril.



© Editorial Bisâncio

Devant l'ancien café Landolt, inauguration (1999) de la plaque en hommage aux exilées et exilés politiques portugais: Ana Benavente, José Medeiros Ferreira, Eurico & Berta Figueiredo, entre autres.



Ce sujet vous intéresse? Vous pouvez en apprendre plus en écoutant cet extrait audio!



Associations, engagement et citoyenneté

A Genève, les associations portugaises sont depuis des décennies des lieux incontournables de sociabilité. Des salles paroissiales aux maisons de quartier, des stades aux restaurants en passant par les ranchos folkloriques, elles sont le cœur battant d'une communauté nombreuse et active. On y organise des fêtes, des débats, des cours de langue, des événements culturels. On y parle politique – la première association en 1966 naît dans le sillage de l'exil. On y partage un repas, on y apprend ensemble à s'orienter dans un pays d'accueil parfois déroutant. Ces structures n'ont jamais été de simples clubs : elles ont longtemps constitué un espace de solidarité, de mémoire et d'intermédiation.

Ce rôle se dessine surtout dès les années 1970, alors que les premières associations portugaises émergent parallèlement aux vagues de migration croissantes. Pour les nouvelles et nouveaux arrivants, souvent installés dans des conditions précaires, ces lieux offrent un point d'appui essentiel. « Les associations étaient un retour symbolique au pays, mais aussi le premier espace d'information pour évoluer sur un territoire inconnu », rappelle Antonio da Cunha, professeur honoraire à l'Université de Lausanne et figure de la communauté portugaise en Suisse romande. On y apprend comment lire un contrat de location, comment constituer un dossier administratif, comment écrire une lettre officielle. Ceux qui maîtrisent déjà le français aident les autres. L'entraide est quotidienne, presque spontanée.

À mesure que la migration s'amplifie dans les années 1980 et 1990, les associations se multiplient. À la fin des années 1990, on en compte environ 200 en Suisse, réunies au sein d'une fédération basée à Renens. La Suisse romande, et Genève en particulier, concentre alors la majorité de la population portugaise. Si la Fédération défend les intérêts de la diaspora auprès des autorités portugaises et suisses, la plupart des structures locales deviennent avant tout des lieux de convivialité : on y retrouve les odeurs et les saveurs du pays, on y parle la langue, on y joue aux cartes, on y pratique la danse folklorique, on y célèbre des fêtes religieuses et profanes. Ces espaces recréent un Portugal miniature au cœur de Genève.

Très vite, cette convivialité se double d'un rôle d'intégration. Les associations deviennent des médiatrices entre la communauté portugaise et les institutions locales. Certaines prennent même

un tournant résolument médiatique, à l'image de Radio Arremesso. Créée il y a quatorze ans, cette radio associative privée émet 24 heures sur 24 en langue portugaise. « On fait en sorte qu'il y ait une promotion et une diffusion de la culture et de la musique », explique Ilídio Morgado, membre de la direction. Mais l'enjeu dépasse largement le divertissement : Radio Arremesso informe, relie, oriente. Elle agit comme une plateforme de dialogue et de participation citoyenne.

Avec 30 000 et 35 000 auditrices et auditeurs par mois, la radio est devenue un pilier de la communauté portugaise en Suisse et un relais d'informations important pour les autorités. « Chaque fois qu'il y a une initiative du gouvernement portugais ici, ils nous appellent pour faire arriver l'information à la communauté », explique Ilídio Morgado. La station est également présente lors d'événements officiels ou de rencontres organisées par les institutions genevoises et fédérales. Elle remplit ainsi un rôle de médiation culturelle et administrative, tout en renforçant le sentiment d'appartenance.

L'impact de Radio Arremesso se mesure aussi à son succès lors des rassemblements populaires. Le 10 juin 2025, lors de la fête nationale du Portugal, la radio parvient à réunir près de 22 000 auditrices et auditeurs à Genève, un record qui témoigne de la vitalité de la communauté. « Ce qu'on recherche, c'est que la radio soit un lien entre les amis, les familles et le Portugal », résume Morgado.

Aujourd'hui, les associations portugaises doivent toutefois composer avec un nouveau contexte. La troisième génération est plus mobile, plus connectée, parfois moins attachée aux formes traditionnelles du lien communautaire. Les besoins changent, les pratiques évoluent, et les associations historiques s'interrogent : comment continuer à transmettre, à rassembler, à rester pertinentes ?

Si leur forme se transforme, leur mission demeure. Ces lieux créés par et pour les migrantes et migrants restent des espaces de solidarité, de transmission et de mémoire. Des lieux qui racontent une histoire collective, celle d'une diaspora qui, depuis plus d'un demi-siècle, façonne discrètement mais profondément la vie sociale et culturelle de Genève.



Découvrez la série documentaire podcast *Notre História* en six épisodes qui retrace l'histoire des collectivités portugaises dans le canton de Genève



La Chambre de Commerce Suisse-Portugal recense 74 associations liées au Portugal en Suisse à la fin de l'année 2024. Dans le canton de Genève comme ailleurs, elles couvrent un large éventail : culture, sport, vie sociale, éducation, économie, religion, politique. Leur but, quel que soit leur domaine d'action : tisser une identité collective, garder vivant le lien avec le Portugal et inscrire cette mémoire dans l'histoire de Genève. Mais certaines vont plus loin encore : elles font vivre une mémoire plus sensible, celle de la dictature et de la Révolution des Œillets. C'est le rôle qu'a choisi de jouer l'Association 25 Avril Genève.



À l'Association démocratique des travailleurs portugais de Genève (ADTPG), l'associatif passe aussi par la table : « rancho no pote » Mirandela comme plat du jour, janv. 2026.



À l'Espaço Lusófono Laços, lancement du livre Quase Pele, de Ana Casanova, avec l'Association Mulher Migrante : un exemple d'associations qui font vivre culture et engagement à Genève, mai 2022.

Témoignage de Mauro Bento, membre de la direction de l'Association 25 Avril Genève.

Chahut Média : Quand et comment est apparue l'Association 25 Avril Genève ?

Mauro Bento : Née en avril 2004, pour les 30 ans de la Révolution des Œillets, l'association s'est donné une mission claire : garder vivante la mémoire de la lutte contre la dictature, de la Révolution elle-même et de ses liens avec l'émigration portugaise. C'est une association qui a quand même une charge politique assez importante. Donc, ce n'est pas par hasard qu'on existe depuis 20 ans. Pendant ces 20 ans, il y a eu divers changements de personnel, mais l'association existe toujours parce qu'il y a ce socle commun : les valeurs d'avril, les valeurs de la révolution portugaise et essayer de perpétuer ce moment de l'histoire qui nous unit. Marquer ce jour-là, faire une fête, faire une soupe, boire un verre et chanter ensemble : cela permet de signaler l'importance qu'a eue cette date-là. Parce qu'aujourd'hui, vous ne savez sûrement pas, mais on essaye de mettre le 25 novembre 1975 au même niveau que le 25 avril 1974. Le 25 novembre 1975, c'est le coup d'arrêt du processus révolutionnaire. Je peux vous dire que moi, je ne fêterai jamais le 25 novembre, par contre je vais faire en sorte de continuer à fêter le 25 avril.

Certaines associations peinent à rassembler au-delà du cercle portugais. Et c'est tout le défi aujourd'hui : comment élargir le public, renouveler les forces vives, continuer à exister dans une société qui change ?

Je pense qu'au début des années 2000, il y avait un tissu associatif portugais qui était bien plus large que celui qui existe aujourd'hui. Ce que je peux vous dire, c'est que l'immigration portugaise a évolué. Mais elle a évolué comme tous les mouvements migratoires. Et le besoin de se rassembler uniquement en tant que Portugaises et Portugais est moins présent à

mon avis qu'il y a 30 ans. Pourquoi ? On pourrait mettre ça sur le compte de l'évolution de la société, sur une immigration des membres de la communauté qui sont moins enclins à se dire : « On se met ensemble juste parce qu'on est Portugais. » Et dans une société qui est de plus en plus individualiste, est-ce que ce besoin de se rassembler est toujours aussi présent ? Moi, j'ai l'impression que non.

En 25 ans en Suisse, quelque 130 associations portugaises ont cessé leur activité. Une chute marquée. Comment l'expliquer ?

Le gros de la migration portugaise arrive du milieu des années 1980 jusqu'à la fin des années 1990. A cette époque-là, c'était une immigration purement économique. Et quand on arrive en Suisse avec un bagage socio-culturel assez bas, l'intégration devient plus compliquée. Donc, le besoin de se rassembler entre pairs dans des associations est plus présent. Aujourd'hui, il y a des immigrées et immigrés portugais de première génération qui sont médecins ou architectes, alors que dans les années 1990, ces gens-là ne migraient pas parce qu'ils avaient toutes leurs chances au Portugal. Et en plus de ça, les migrantes et migrants de la première génération des années 1980 ont eu des enfants. Et leurs enfants sont des Suisses d'origine portugaise ou des Portugaises et Portugais nés en Suisse. Ces gens ont moins besoin de se retrouver à l'intérieur d'associations parce qu'ils ont d'autres endroits dans lesquels ils peuvent socialiser, sans forcément la nécessité de se retrouver dans la communauté d'origine.



Ce sujet vous intéresse ? Vous pouvez en apprendre plus en écoutant cet extrait audio !



Fanion de l'Association des Portugais de Genève (APG), fondée en 1966 et première association portugaise recensée en Suisse. L'association, née dans l'exil, s'investit dans les activités sportives, notamment le football.

Sport, loisirs et fêtes

Sur les terrains périphériques comme dans les quartiers, le dimanche résonne souvent d'accents venus du Portugal. Ballon au pied, autour d'un repas ou simplement dans l'échange, des générations de Portugaises et Portugais de Genève se retrouvent depuis plus d'un demi-siècle autour d'une passion commune : le football.

En Suisse, les Portugaises et Portugais sont la première communauté de footballeurs amateurs — près de 18 000 licenciés en 2022. À Genève et dans le canton de Vaud, de nombreux clubs portent les noms de Benfica, Sporting ou Famalicão : autant d'hommages aux régions d'origine. Autour de ces équipes gravitent restaurants, associations et lieux de convivialité, véritables points d'ancrage de la vie portugaise locale.

« Pour moi, l'APG c'est comme une maison, un lieu pour se ressourcer, retrouver nos origines. »

José Tavares

Au sein de cette tradition, un club fait figure de repère historique : l'Association des Portugais de Genève (APG). Fondée en 1966, elle est l'un des plus anciens clubs étrangers de Suisse. Un lieu de sociabilité, de fierté et parfois de refuge, où se sont écrites plusieurs pages de l'histoire migratoire portugaise. Lorsque l'APG voit le jour au milieu des années 1960, la Suisse accueille les premières vagues d'exilés et de travailleurs portugais. Beaucoup fuient la pauvreté, d'autres l'enrôlement militaire ou la dictature salazariste encore en place. Le canton de Genève devient alors un point d'arrivée majeur.

« C'était le seul point de repère portugais, l'endroit où l'on pouvait parler du pays, partager nos histoires », se rappelle José Tavares, membre du club depuis quarante ans. L'APG n'est pas seulement une équipe : c'est une famille d'exil, un espace où l'on discute politique, où l'on parle langue et où l'on retisse des liens avec les origines.

À l'époque, le club possède un local, un restaurant et même une discothèque. « On avait du monde tout le temps. Les cotisations, les événements... ça faisait vivre le club », raconte encore José Tavares.

Dans les années 1990 et 2000, l'APG brille sur les terrains. L'équipe participe au championnat de deuxième ligue interrégionale, dispute des finales de Coupe suisse vétérans, et remporte plusieurs titres en championnat genevois.

© Brochure APG « Journal de football en salle – Seniors »

Équipe de l'APG (Association des Portugais de Genève), Seniors +30, 2016. L'APG est un repère du football portugais communautaire, marque de sociabilité, fierté et transmission au fil des générations.

Mais au-delà des performances, c'est l'ambiance qui marque les esprits. Les voyages à travers le pays, les repas après les matchs — cette « troisième mi-temps » si chère aux joueurs — et l'impression d'appartenir à une grande famille. « Pour moi, c'est comme une maison, un lieu pour se ressourcer, retrouver nos origines », dit José Tavares.

Pour José Abreu, président du FC APG, arrivé en Suisse en 1988, cette passion est viscérale : « La troisième mi-temps est aussi importante que les deux autres. On se retrouve, on mange ensemble, on partage. Le football amène des valeurs, un esprit, et surtout des moments magnifiques. »

Mais derrière cette ferveur, les défis sont nombreux. L'APG compte aujourd'hui quatre équipes... dont l'une a dû être retirée récemment. « Les jeunes ne veulent plus jouer dans les clubs portugais. Parfois, ils ont presque honte d'être Portugais », regrette José Abreu. Un constat amer pour un club qui fut longtemps un symbole de fierté. Le bénévolat se raréfie, les soutiens institutionnels manquent, et les charges pèsent de plus en plus lourd. « Si on continue comme ça, je crains que ça finisse un jour ».

L'histoire de l'APG rappelle que le football a longtemps servi de passerelle entre les travailleurs migrants et les exilés politiques. Dans les années 1960 et 1970, les matchs du dimanche matin étaient autant des moments de détente que des lieux de débat contre la dictature portugaise, des espaces où naissaient solidarités et alliances. Aujourd'hui encore, malgré l'usure du temps, le club demeure un symbole d'appartenance. Un fragment de Portugal ancré dans le canton de Genève, où l'on continue de transmettre un esprit d'effort, de communauté et d'amitié. « L'âme du club reste intacte », résume José Abreu. Et tant qu'elle bat, c'est un peu du Portugal qui continue de vibrer au cœur de Genève.

Si les dimanches une partie de la communauté se réunit beaucoup sur un terrain, tout au long de la semaine elle se retrouve aussi par la musique et la danse. De nombreux ranchos et groupes folkloriques se réunissent chaque semaine, souvent autour des enfants, pour apprendre des pas, des chansons, et une histoire — une manière concrète de transmettre, loin des écrans et du rythme « maison-travail ».

Cette culture se voit ensuite dans des sorties et spectacles, y compris dans les EMS, et dans des fêtes de calendrier où la communauté lusophone mobilise aussi des jeunes par la musique (cours et petits ensembles qui animent des célébrations).

Et lors des grands rendez-vous communautaires en plein air, on retrouve cette même palette de loisirs : stands, jeux, poésie, restauration... mais aussi *tunas*, concertinas, *bombos* et plusieurs formations folkloriques, comme autant de façons de “faire Portugal” ensemble.

Ce sujet vous intéresse ? Vous pouvez en apprendre plus en écoutant cet extrait audio !

Portrait des frères et sœurs Frade à moto : exemple d'un moment de loisir et de convivialité au sein de la collectivité portugaise à Genève.



Danses folkloriques à la Festa de S. Martinho. La musique, la transmission et la fête au cœur de la vie communautaire.



Salle de lecture de la Bibliothèque publique et universitaire (BPU), 1964. Dans les années 1960-1970, des intellectuels et exilés portugais y trouvent un lieu d'étude, d'échanges et d'ouverture, où l'apprentissage nourrit aussi l'engagement.



Rénovation de la Bibliothèque de Genève en cours. Le concours de la Ville a couronné le projet LARNAGE du consortium d'architectes portugais VASSCO ACE, signature reconnue à l'international.

« J'ai eu un coup de foudre pour cette langue, sa liberté, ses inventions lexicales. »

David
étudiant à l'unité de portugais



Lidia Jorge, figure majeure de la littérature portugaise contemporaine. Créée en 2020 à l'Université de Genève avec l'Instituto Camões, la Cátedra Lidia Jorge promeut la langue et les cultures lusophones.

Université et éducation

Parc des Bastions, devant l'Université de Genève. Ici, le portugais n'est plus seulement la langue de l'exil ou des conversations autour d'une table. Il s'élève au rang de langue de savoir, de recherche, d'engagement – une langue qui dialogue avec le monde, depuis les amphis jusqu'aux cafés du quartier.

Depuis les années 1960, l'Université de Genève a joué un double rôle dans l'histoire portugaise locale : refuge pour les personnes exilées fuyant la dictature, puis creuset d'enseignement et de réflexion sur les cultures lusophones. Autour des cours, des thèses, des librairies et des bancs du parc s'est tissé un réseau vivant qui dépasse les murs de la faculté des lettres.

Dans les années 1960 et 1970, Genève devient un havre pour étudiantes, étudiants, intellectuelles et intellectuels portugais en rupture avec la dictature de Salazar puis Caetano. L'Université leur offre une ouverture inattendue. « Beaucoup témoignent avoir trouvé ici une liberté d'esprit qu'ils ne soupçonnaient pas », raconte Valerio Simoni, chercheur à l'Institut de sciences sociales de l'Université de Lisbonne.

Des assistantes et assistants sont recrutés, des thèses soutenues, des carrières académiques se dessinent. Mais l'effervescence déborde les salles de cours. Les cafés et bistrots autour d'Uni-Dufour se transforment en QG militants. « On y débattait politique, vie personnelle, stratégie pour l'avenir », se souviennent les protagonistes. La bibliothèque universitaire devient un incubateur d'idées. Quant au parc des Bastions, il inspire même des plans stratégiques : c'est là que José Medeiros Ferreira explique avoir élaboré sa vision pour le Portugal post-dictature.

Ces années d'exil intellectuel portent leurs fruits après le 25 avril 1974. Beaucoup rentrent au pays et y occupent des postes clés dans la jeune démocratie, enrichis par leur passage genevois.

Plus tard, l'Université fait une place permanente à la langue elle-même. Sous l'impulsion d'un professeur de littérature comparée naît l'unité de portugais, confiée pendant plusieurs décennies à Nazaré Torrão. « L'idée était d'ajouter cette langue majeure, avec sa culture longue et sa diversité : Portugal, Brésil, Angola et bien d'autres », explique-t-elle.

L'unité de portugais se réinvente sous sa direction. Cycles de conférences, cours sur les mémoires coloniales, réflexions croisées sur la manière dont les Portugaises, Portugais et les ex-colonies relisent leur passé commun. Le grand public s'y presse. Des invitées et invités de prestige y passent, à l'image de José Saramago, invité en mars 1999 par Nazaré Torrão et Antonio Pinheiro, libraire de la mythique Librairie Camões. « L'aula de la faculté était pleine à craquer », se souvient-elle. Quelques mois plus tôt, l'écrivain avait reçu le prix Nobel de littérature. Ce moment marque l'unité de portugais comme un lieu incontournable de la pensée lusophone.

L'essentiel pour Nazaré Torrão reste la pérennité : « Que l'unité survive après mon départ, avec toujours un représentant de la culture portugaise au sein de la faculté des lettres. »

Aujourd'hui, l'unité de portugais accueille une

génération différente : enfants de la diaspora ou jeunes attirés par le portugais et les cultures lusophones. Elsa y est venue « pour renouer avec [ses] racines, la langue, mais aussi une vision critique ». Fille de personnes migrantes, elle y éclaire le parcours de ses parents et l'histoire de la communauté genevoise d'origine portugaise.

De son côté, David a découvert le portugais « sur le tas », lors de séjours au Brésil. « J'ai eu un coup de foudre pour cette langue, sa liberté, ses inventions lexicales. » Les cours de l'unité de portugais lui ont ouvert la littérature lusophone et une histoire qu'il ignorait : « Je savais que la communauté portugaise était présente à Genève, mais je la connaissais peu. Ces cours ont tout changé. »

Pour eux, le portugais n'est plus un héritage à préserver ou une langue d'exil. C'est un outil critique, un espace de création, une porte sur le monde. Littérature brésilienne d'avant-garde, mémoires angolaises, poésie cap-verdienne : l'unité de portugais dessine la pluralité d'un espace linguistique bien plus vaste que le Portugal seul.

Ce qui frappe dans ces trajectoires, c'est leur fécondité à long terme. Les personnes exilées des années 1960 ont bâti des carrières au Portugal démocratique. Nazaré Torrão a assuré la transmission universitaire. Elsa et David, aujourd'hui, voient la langue sous un jour neuf, mêlant héritage

À l'Université de Genève, le portugais n'est plus seulement la langue de l'exil ou des conversations autour d'une table. Il s'élève en langue de savoir, de recherche, d'engagement.

personnel, critique historique et curiosité globale. Autour des Bastions, le portugais s'est métamorphosé. D'abord langue de résistance, puis d'enseignement, il devient celle d'une génération qui le réinvente. Des cafés militants d'hier aux thèses d'aujourd'hui, l'Université de Genève aura été bien plus qu'un lieu d'études : un carrefour où se sont croisés l'exil, la pensée et la création. Un espace où la langue portugaise, débarrassée des frontières, continue de parler au monde.



Ce sujet vous intéresse ? Vous pouvez en apprendre plus en écoutant cet extrait audio !



Restauration et gastronomie

Au 59, boulevard du Pont-d'Arve à Genève, une enseigne fait battre le cœur de la diaspora depuis plus de cinquante ans : le restaurant *Le Portugais*. Ici, la cuisine n'est pas seulement un plaisir de table, mais un pont entre Genève et le Portugal, un lieu de mémoire où les histoires se racontent autant dans les assiettes qu'au fil du service.

Lorsque José et Sotera Martins ouvrent *Le Portugais* en 1973, ils n'imaginent pas encore que leur adresse deviendra une institution. Ensemble, ils se lancent un défi un peu fou : faire connaître la cuisine de leur pays dans une ville où l'immigration portugaise reste encore marginale. À l'époque, la clientèle est surtout composée de Genevoises et Genevois, de personnes italiennes et espagnoles, heureuses et heureux de retrouver poulpe, morue et poissons grillés dans un décor simple qui sent bon la maison.

Le restaurant devient un lieu ressource, où l'on vient autant pour manger que pour poser ses valises quelques heures, se sentir moins seul, entendre sa langue.

Au fil des années 1970, puis surtout après la Révolution des Œillets et dans les années 1980, le paysage change. La diaspora portugaise s'étoffe, les saisonnières et saisonniers arrivent de plus en plus nombreux, souvent avec une adresse griffonnée sur un bout de papier : celle du *Portugais*. Pour beaucoup, le restaurant devient la première escale en terre genevoise.

« C'est devenu un peu le consulat du Portugal », raconte aujourd'hui Fernando Martins, le fils, qui a repris l'établissement. Les nouvelles et nouveaux arrivants viennent y chercher bien plus qu'un repas chaud. L'adresse du restaurant est donnée aux proches restés au pays : « Dès que tu arrives, tu vas voir ce couple, ils sont très gentils. » José et Sotera accueillent, offrent parfois le repas, activent leurs contacts pour dénicher un premier emploi. Entre deux services, la salle se transforme en salon, en bureau d'entraide improvisé, en point de chute pour celles et ceux qui débarquent sans repères.

La vie à Genève n'a alors rien d'évident pour ces personnes migrantes. La barrière de la langue complique les démarches, même si le français est appris à l'école comme seconde langue au Portugal. Il faut trouver un logement dans un marché saturé, se contenter parfois de « baraques de saisonniers » ou de chambres sur-occupées, sous-louées à prix d'or par des intermédiaires peu scrupuleux.

Dans ce contexte, *Le Portugais* joue un rôle de relais discret. Fernando se souvient de son père essayant de sortir la clientèle de situations intenable : trouver une chambre plus digne, négocier

un loyer, orienter vers des contacts fiables.

Aujourd'hui, les générations se succèdent derrière le comptoir comme en salle. Les parents ont posé les bases, les enfants ont pris le relais. La transmission ne se limite pas aux gestes en cuisine ; elle touche aussi à la mémoire d'un Portugal resté dans les cœurs et au bout de la fourchette.

« Nous avons des clientes et clients qui nous disent : "Mes parents venaient manger ici à leur arrivée à Genève." D'autres se souviennent y avoir fêté leur baptême ou leur première communion », sourit Fernando. Au fil du temps, l'équipe du *Portugais* a vu défiler jusqu'à trois, parfois quatre générations d'une même famille. Revenir au boulevard du Pont-d'Arve, c'est alors retrouver un décor associé à des moments importants : une fête, une arrivée, un repas partagé après une longue journée sur les chantiers ou à l'hôpital.

Si *Le Portugais* est un repère pour la communauté, il n'a jamais été une enclave. Portugaises et Portugais, Suisses, étudiantes du quartier, voisins et habitués de passage se croisent dans la salle chaleureuse. Sur les murs, des références au Portugal ponctuent un décor soigné. Certains soirs, l'endroit résonne de concerts improvisés ou de débats animés autour de l'actualité, dans un mélange de langues et d'accents.

Pendant longtemps, le restaurant a fonctionné « à la bonne franquette », dans un esprit de bistrot de quartier où l'on venait aussi bien pour un café que pour un plat du jour. Avec le temps, la formule a évolué. « On ne fait plus café, on fait exclusivement restaurant », explique Fernando. Le service s'est affiné, les produits sont montés en gamme. « On préfère avoir peu de monde, mais des gens qui ont le plaisir d'avoir de bons produits », résume-t-il. Sans renier l'esprit d'origine, *Le Portugais* se réinvente pour rester fidèle à ses clients... et à son époque.

En un demi-siècle, le paysage s'est transformé. Les cafés, bars et restaurants portugais se sont multipliés dans tout le canton, au point de devenir des repères familiers du décor urbain. Ils disent la présence et le dynamisme d'une communauté qui a trouvé, dans la restauration et les lieux de convivialité, un espace de visibilité et de fierté.

Au milieu de cette offre désormais foisonnante, *Le Portugais* garde une place singulière. Non seulement comme pionnier, mais comme un de ces lieux où l'on sent, en poussant la porte, que les histoires s'additionnent. Celles des exilées et exilés politiques, des saisonnières et saisonniers des années 1980, des familles qui ont élu Genève comme seconde maison, jusqu'aux petits-enfants qui découvrent, entre deux morceaux de morue, un bout de leur histoire familiale. Ici, la diaspora ne se raconte pas seulement dans les archives ou les statistiques. Elle se goûte, se partage, se perpétue, assise autour d'une table.



Ce sujet vous intéresse ? Vous pouvez en apprendre plus en écoutant cet extrait audio !



Produits de la mer au restaurant *Le Portugais* : poissons, crabes et coquillages. Des saveurs du Portugal, des recettes et des gestes transmis — la mémoire qui passe par la cuisine.



Madame Sotera avec un collaborateur devant *Le Portugais* (1973), extrait d'un film Super-8. Adresse pionnière, refuge et repère pour les nouvelles et nouveaux arrivants portugais à Genève.

Plan de l'itinéraire mémoriel



- | | | | |
|--|---|--|---|
| 1. Origines, langue et culture
Devant l'École St-Antoine
Prom. de Saint-Antoine 8–10
1204 Genève | 4. Sport, loisirs et fêtes
A l'entrée du centre sportif
du Bout du Monde
Route de Vessy 12
1206 Genève | 7. Maçons, saisonniers
et syndicats
Place Lise Girardin
1201 Genève | 10. Église et communauté
religieuse
Église Sainte-Clotilde
Avenue de Sainte-Clotilde 14
1205 Genève |
| 2. Exil et politique
A l'angle de la rue de Candolle
et de la rue du Conseil général
1205 Genève | 5. Université et éducation
Devant Uni Bastions
Rue De-Candolle 5
1205 Genève | 8. Économie domestique, travail
féminin et secteur informel
Quai du Mont-Blanc
1201 Genève | 11. Nouvelles migrations
Route de Ferney 220
1218 Le Grand-Saconnex |
| 3. Associations, engagement
et citoyenneté
Chemin François-Furet 71
1203 Charmilles | 6. Restauration et gastronomie
A l'angle du quai Ernest-
Ansermet et du pont des Acacias
1205 Genève | 9. Science, innovation
et internationalisation
Jardin de l'Ariana
Avenue de la Paix 10
1202 Genève | 12. Partir ou rester
Lisbonne, Portugal |



Maçons, saisonniers et syndicats



Dès les années 1970 et surtout au début des années 1980, on assiste à un tournant en Suisse : une arrivée importante de main-d'œuvre portugaise, venue occuper des emplois notamment dans la construction, après le reflux d'une partie des migrations italiennes et espagnoles. Mais pourquoi le canton de Genève plutôt que la France, destination traditionnelle des travailleuses et travailleurs portugais ? Les crises pétrolières de 1973 et 1979 ont provoqué une saignée dans l'immigration et une restructuration économique. Quand la reprise s'amorce au début des années 1980, la France ferme ses frontières ; la Suisse devient alors une destination de repli et d'opportunités.

Ainsi, l'immigration change de visage. Les populations italiennes et espagnoles repartent, tandis que les Portugaises et Portugais immigreront, actifs principalement dans les secteurs de la construction, de l'agriculture et du travail domestique. Beaucoup sont saisonniers : neuf mois de travail, statut fragile, et impôts prélevés sur douze mois.

« N'ayant pas de statut
légal en Suisse au début
des années 1980,
je n'avais pas accès
à l'école publique. »

Liliana Azevedo

Dans le canton de Genève, ces personnes immigrées considérées comme « utiles » se superposent à une autre migration, celle de l'asile, considérée comme « coûteuse ». Les Portugaises et Portugais échappent en partie aux discours publics hostiles mais leur précarité est bien réelle : retour imposé à l'issue du contrat, bail souvent impossible, regroupement familial entravé, employeur unique et fiscalité lourde.

Au début des années 1980, près de 200 000 personnes venues du Portugal vivent en Suisse. Leur permis, lié à l'employeur, les enferme : contrat limité, pas de changement possible, impôts lourds, attentes de « silence » ou de mise à distance du politique. Ce cadre légal se traduit aussi dans le quotidien : logements collectifs, baraquements, chambres partagées, cuisines communes, manque d'intimité, isolement des zones urbaines. Et pourtant, on trouve aussi des moments de relâchement : repas partagés, bals, football et autres moments de sociabilité. Souvent, les hommes arrivent d'abord seuls, puis certaines épouses les rejoignent, mais majoritairement sans statut légal, ce qui impose à beaucoup de familles de se tenir discrètes au quotidien. Les enfants restent au pays ou vivent cachés : on les appellera les « enfants du placard ».

Liliana Azevedo, sociologue et ancienne « enfant du placard », raconte : « Quand j'étais enfant, je n'avais pas conscience d'être une enfant clandestine. N'ayant pas de statut légal en Suisse au début des années 1980, je n'avais pas accès à l'école publique. » Derrière ces blessures, la mobilisation s'organise. Corps enseignant, bénévoles et associations brisent le silence pour défendre la scolarisation. L'Association genevoise pour la reconnaissance et l'encadrement des enfants sans

statut légal (AGRES) naît ainsi, et *La Petite École* ouvre ses portes pour accueillir ces enfants sans statut légal. Pensée dès le départ comme une solution provisoire, elle permettra la scolarisation d'environ 400 enfants. En 1989, un tournant survient : le conseiller d'État Dominique Föllmi affirme le droit à l'éducation pour toutes et tous. En 1991, Genève ouvre enfin ses écoles publiques à tous les enfants, quel que soit leur statut, et *La Petite École* ferme alors ses portes.

Mais la lutte ne se limite pas à l'éducation. Elle concerne aussi le travail et la dignité des adultes. Ana Benavente, militante portugaise exilée à Genève, devenue plus tard secrétaire d'État à l'Éducation au Portugal, explique : « L'émigration a une diagonale, c'est l'éducation permanente. Il faut qu'ils comprennent pourquoi ils ont dû quitter le pays et quels sont leurs droits. » À Genève, ce travail d'information et de politisation au quotidien prend aussi la forme de collectifs : Benavente évoque explicitement la création d'un « Groupe autonome des immigrés portugais en Suisse », un cadre de solidarité et d'action collective. Antonio da Cunha, également exilé à Genève, ajoute : « Ils avaient une capacité d'organisation et de communication forte. Des associations se fondaient pour informer, défendre les droits et revendiquer la fin du statut de saisonnier. »

La mobilisation en faveur des travailleuses et travailleurs étrangers se poursuit dans le canton de Genève et ailleurs en Suisse, d'une décennie à l'autre, sans faiblir. Le 21 juin 1999, la Suisse signe les accords bilatéraux avec l'Union européenne. Ces accords introduisent la libre circulation des personnes et marquent le début de la fin du statut de saisonnier. Après l'approbation populaire en mai 2000, ils entrent en vigueur en juin 2002.

Comme indiqué précédemment, l'immigration portugaise est fortement représentée dans le secteur de la construction dès les années 1970. En 2019 encore, les Portugaises et Portugais représentaient près de 29,5 % des travailleurs en Suisse dans le bâtiment et les travaux publics. Deux tiers des ouvriers du bâtiment en Suisse sont étrangers. Les Portugais forment le groupe le plus nombreux (environ 30 %) devant les Italiens (environ 10 %), tandis que la part des Suisses se situe autour de 35 %.

Les conditions de travail dans la construction restent difficiles. En été, les températures atteignent 40°C sur les chantiers. Antonio Santos, jeune maçon d'origine portugaise, décrit la situation : « Sans contrôle syndical, rien n'empêche le patron de faire travailler les employés. » Face à cette réalité, les syndicats jouent un rôle central. João de Carvalho Figueiredo, président d'Unia Genève, rappelle : « Les maçons portugais, italiens, espagnols ont toujours été ceux qui s'engagent le plus dans le syndicat. Ils avaient vécu la dictature, la lutte, et savaient se mobiliser pour défendre leurs droits. »

À Genève, ces luttes ont permis des avancées concrètes : en 2007, plus de 4 000 maçons, majoritairement portugais, obtiennent que l'accès aux marchés publics soit réservé aux entreprises respectant la convention collective. En 2018, 2 500 maçons protestent contre le dumping salarial, les atteintes à la santé et pour le maintien de la retraite à 60 ans. Les conditions sur les chantiers sont documentées : délais courts, traitement humiliant, accidents fréquents. Le travail reste dur, mais les voix se lèvent pour que la dignité soit respectée.



Découvrez la série documentaire
podcast *Notre História* en six épisodes
qui retrace l'histoire des collectivités
portugaises dans le canton de Genève



Genève, 1987 : sur un chantier autoroutier, des maçons au travail sous le statut de saisonnier, entre précarité administrative et dureté des chantiers.



© Patrick Monnin / Archives sociales suisses

Sur le pont du Mont-Blanc à Genève, de nombreux cortèges syndicaux se sont élancés dans le passé et continuent de s'élancer aujourd'hui, bannières rouges au vent et slogans portés par la colère. Dans le canton de Genève, les collectivités portugaises n'ont pas seulement construit des immeubles : elles ont aussi bâti des droits. Nous vous invitons à scanner le QR code afin d'entendre le témoignage d'Antonio Santos, jeune maçon d'origine portugaise, et celui de João de Carvalho Figueiredo, une figure syndicale bien connue.



Ce sujet vous intéresse ? Vous pouvez en apprendre plus en écoutant cet extrait audio !



Genève, 5 oct. 1991 : manifestation syndicale contre le statut de saisonnier, portée notamment par des travailleuses et travailleurs portugais, pour l'égalité des droits et contre la précarité des personnes migrantes.

Genève, années 2020 : un maçon sur un chantier. Charge, gestes et travail d'équipe, un quotidien du bâtiment marqué par l'effort et la solidarité.



© Carla Da Silva, série Derrière nos murs

Témoignage de Carla Da Silva, photographe d'origine portugaise née à Genève et fille de maçon.

Chahut Média : Votre père a longtemps travaillé dans la construction. Pouvez-vous nous parler de son parcours ?

Carla Da Silva : Mon père était maçon jusqu'à très récemment, il est maintenant en train de prendre sa retraite. Il est venu à Genève dans les années 1980 pour travailler en tant que saisonnier, puis son frère a créé une entreprise de maçonnerie quelques années plus tard, et les deux ont été à la tête de cette entreprise pendant de nombreuses années.

Qu'a-t-il partagé avec vous sur son métier ?

Mon père est quelqu'un de plutôt taiseux. J'ai tout de même compris assez rapidement les conditions dans lesquelles étaient arrivés mes parents et la difficulté à joindre les deux bouts. Mes parents ont énormément travaillé avec des horaires très étendus sur les journées. Il y avait aussi une pression sur les épaules de mon père, que j'ai comprise plus tard : il fallait prouver qu'il avait réussi, qu'il n'était pas parti pour rien. C'était aussi important que mon frère et moi puissions grandir et évoluer dans les meilleures conditions possibles.

Votre projet photographique *Derrière nos murs* plonge dans le quotidien des maçons. Quelle était votre intention en le réalisant ?

L'idée première était de parler du travail de maçon, qu'importe la nationalité. Mais je pense qu'à Genève, plus de 80 % des maçons sont portugais. La volonté initiale était toutefois de parler de cette identité professionnelle qui est souvent méconnue ou vue de manière assez négative. Moi-même, qui ai pourtant côtoyé des maçons depuis toujours, je n'avais pas une image très claire de la profession. Indirectement, ce travail m'a permis de mieux comprendre mon père. Comprendre pourquoi lui, son frère et d'autres travaillaient sans compter et avec autant de passion pour un métier qu'on a plutôt tendance à dénigrer.

Qu'avez-vous découvert en observant les maçons au quotidien ?

C'est un travail très difficile qui demande beaucoup d'implication physique. Un travail très humain et très intellectuel à la fois, parce qu'il demande d'être constamment en train de faire des calculs, de faire des croquis, d'avoir une très grande logique, une capacité d'adaptation. Ce sont toutes ces compétences

qu'on oublie et qui se cachent derrière les contraintes physiques que tout le monde a en tête.

Vous évoquez aussi une forte solidarité entre les ouvriers. Comment se manifeste-t-elle ?

Il y a effectivement beaucoup de solidarité et de bienveillance. Ce métier est très collaboratif car les maçons dépendent les uns des autres. Ils prennent soin, ils passent du temps ensemble, ils partagent les repas, ils rigolent ensemble. Ces interactions, c'est un côté très beau du métier que j'ai voulu mettre en avant à travers les photographies des conteneurs.

« C'est un travail très humain et très intellectuel à la fois, parce qu'il demande d'être constamment en train de faire des calculs, de faire des croquis, d'avoir une très grande logique, une capacité d'adaptation. »

Les conteneurs de chantier, espaces beaucoup photographiés dans votre travail.

Oui, car ce sont des objets un peu hybrides. Ils font partie du chantier, mais en même temps ils sont à côté. Comme je l'ai dit, c'est là que se passent beaucoup de choses, beaucoup d'interactions, des moments de repos, des moments de réflexion. Ce qui m'intéressait, c'était la manière dont les maçons s'approprient ces conteneurs pour rendre plus vivable leur quotidien, leur travail et s'aménager des moments plus confortables.

Économie domestique, travail féminin et secteur informel

On les croise sans les voir vraiment. À l'aube, dans les couloirs encore vides des bureaux, des écoles, des hôpitaux, des musées ou de l'aéroport. Ce sont elles qui nettoient, entretiennent, font briller les lieux où se joue le quotidien de la ville. Sans leur travail, rien ne fonctionnerait. Pourtant, l'économie domestique reste l'un des secteurs les plus invisibles, les plus précaires et les plus sous-estimés de Genève. Depuis les années 1970, les femmes portugaises en sont l'une des colonnes vertébrales.

Arrivées souvent dans le sillage de leur mari, parfois sans papiers, elles ont porté ce secteur à bout de bras, tout en tentant de se construire une vie loin de leur pays. À travers deux voix – Maria, dans les années 1980, et Patricia, aujourd'hui – se dessine une histoire faite d'exploitation, de courage, de fierté et de luttes lentes pour la reconnaissance.

Dans la Genève des années 1980, la lutte pour les droits des saisonnières et saisonniers bat son plein. On se mobilise contre les baraquements insalubres, l'arbitraire des permis, l'interdiction du regroupement familial. Mais dans ce combat pour la dignité, les femmes restent largement dans l'ombre. Arrivées sans statut propre, cantonnées aux emplois de ménage et de services domestiques, elles cumulent précarité juridique, salaires de misère et mépris social.

Maria est l'une d'elles. Mariée, mère de deux enfants, elle vit en Suisse depuis des années, mais reste sans papiers, sans contrat de travail en règle. Dans un hôtel où elle est engagée, les journées sont harassantes : jusqu'à vingt-huit chambres à faire seule, pour un salaire inférieur à mille francs. On lui brandit un contrat « en blanc », assorti de déductions dont elle ignore la nature. On lui répète qu'elle est « nourrie-logée », qu'elle coûte déjà cher.

Son corps lâche avant ses illusions. Le dos brisé par le travail, les arrêts maladie s'enchaînent. L'hôtel finit par la licencier en l'accusant... d'avoir « profité » de ses employeurs. Maria et son mari rentrent au Portugal, le temps de reprendre souffle. Rapidement, la réalité les rattrape : le niveau de vie y est bien plus bas. « Je préférerais quand même être exploitée, gagner moins, mais avoir une condition de vie un peu plus égale à tout le monde », confie-t-elle plus tard. Alors ils reviennent à Genève.

De retour en Suisse, Maria vit avec la peur au ventre. Sans papiers, chaque contrôle de police peut tout faire basculer. Avec un bébé à charge, elle doit pourtant trouver un emploi. Elle décroche un mi-temps, avec la promesse que « les papiers » suivront. On lui dit d'attendre mars : si elle « convient », on fera « toutes les démarches ».

Les démarches ne viendront jamais. À la fin du mois, elle découvre qu'elle a gagné 750 francs, là où elle devrait toucher environ 2'000 francs. Ignorante de ses droits, trompée sur son salaire, elle finit par se tourner vers le Centre de Contact Suisses-Immigrés (CCSI), puis vers un syndicat. On l'encourage à se battre. Elle hésite : la plainte, c'est aussi le risque d'être expulsée.

« Je préfère perdre mon orgueil et mon argent », finit-elle par dire. Elle sait que son silence a un

coût collectif : si elle accepte 750 francs, d'autres accepteront 500 pour la même tâche. Mais la peur l'emporte. Maria renonce à faire valoir ses droits pour préserver le mince équilibre de sa vie clandestine. Son témoignage, recueilli à l'époque dans une émission féministe et conservé aujourd'hui aux *Archives contestataires de Genève*, reste l'un des rares échos de ces vies invisibles.

Quarante ans plus tard, la situation a changé. La libre circulation est passée par là, les statuts se sont stabilisés, les salaires ont évolué. Mais l'économie domestique reste marquée par la pénibilité et par un manque criant de reconnaissance.

Dans les années 1980, dans un hôtel où Maria est engagée, les journées sont harassantes : jusqu'à vingt-huit chambres à faire seule, pour un salaire inférieur à mille francs.

Patricia Silva a 39 ans, dont près de vingt ans passés à Genève. Comme tant d'autres, elle est arrivée dans le sillage de son mari. Lui vient six mois avant pour trouver un travail et un petit appartement. Elle le rejoint et, un mois plus tard à peine, décroche un poste dans un hôtel. Elle a 20 ans.

Avec le recul, elle nuance : « Quand on a 20 ans et qu'on ne connaît pas trop les conditions, il faut s'adapter. Je n'ai pas trouvé si mauvais. » Mais la charge de travail est écrasante : quatorze chambres par jour, des journées sans pause, au point de ne pas trouver le temps d'aller aux toilettes la première semaine. À l'époque, les lits se font encore avec des draps, une tâche qui prend un temps infini et casse les reins.

Entre la génération de Maria et celle de Patricia, quelque chose a pourtant basculé. « Les gens qui venaient avant étaient plus soumis aux conditions qu'on leur donnait, parce qu'ils voulaient gagner plus pour survivre », observe Patricia. Ils acceptaient presque tout. Aujourd'hui, les travailleuses et travailleurs du secteur sont, selon elle, davantage prêts à poser des limites : « Les gens disent : "Pardon, ce n'est pas comme ça, je ne veux pas." En fait, aujourd'hui, on a un mot à dire. »

La dignité ne se négocie plus de la même manière. Les conventions collectives, l'accès à

l'information, l'expérience accumulée par plusieurs générations de migrantes et migrants changent aussi les rapports de force. Mais une chose résiste : le regard de la société sur ces métiers.

« Les gens associent ça à votre capacité comme personne », déplore Patricia. Dans l'imaginaire collectif, faire le ménage reste un « boulot mineur », réservé à celles et ceux qui « ne sont pas intelligents » ou « pas capables de mieux ». Une hypocrisie tenace, qui coexiste avec le discours poli selon lequel « tout travail mérite respect ».

L'épisode qui l'a marquée ne la concerne même pas directement, mais sa fille. Arrivée au cycle, l'adolescente se voit immédiatement renvoyée à ses origines : « Tu es portugaise. Ta mère, c'est sûr, elle est femme de ménage, ton père travaille dans le bâtiment. Ils ont de grosses moustaches et des cheveux épais. » La réponse de la jeune fille claque comme un rappel à l'ordre : « Heureusement, il y a des Portugais en Suisse. Parce que comme ça, tu as des bâtiments, tu as des appartements. »

En une réplique, elle retourne le stigmate : sans ces travailleuses et travailleurs, pas de murs, pas de sols propres, pas de bureaux où s'installent celles et ceux qui se pensent au-dessus.

Pourtant, Patricia ne se décrit pas comme une victime. Elle insiste au contraire sur la fierté et le sérieux qui traversent ce milieu : « Les Portugais, en général, sont des bosseurs, des gens de parole, des gens dignes, fiers. » Dans les ménages où elle travaille aujourd'hui, elle dit se sentir valorisée, dans une relation qu'elle décrit comme « face à face ». « Je me fais respecter et je respecte », résume-t-elle.

À ses yeux, les choses ont « beaucoup, beaucoup changé ». Les conditions se sont améliorées, les abus sont moins facilement tolérés, et la parole circule davantage. Mais le décalage reste grand entre l'importance concrète de ce travail – sans lui, écoles, bureaux, administrations et hôpitaux ne tournent pas – et la reconnaissance symbolique qu'on lui accorde.

Les trajectoires de Maria et de Patricia ne se confondent pas. L'une a travaillé dans la clandestinité, avec la peur comme compagne quotidienne. L'autre évolue dans un cadre plus régulé, avec la possibilité de dire non. Mais leurs histoires se rejoignent sur un point : sans elles, sans les milliers de femmes portugaises et d'autres origines qui nettoient, réparent, entretiennent, la vie quotidienne à Genève serait tout simplement impossible.

Longtemps, ces existences sont restées reléguées aux marges de la mémoire collective. Les archives, les récits publics, les grands discours économiques ont peu dit de ces trajectoires discrètes, qui se vivent dans les couloirs, les escaliers, les locaux de service. Aujourd'hui, à travers leurs voix, une autre histoire s'écrit : celle d'un travail de l'ombre qui réclame enfin d'être vu pour ce qu'il est – indispensable.



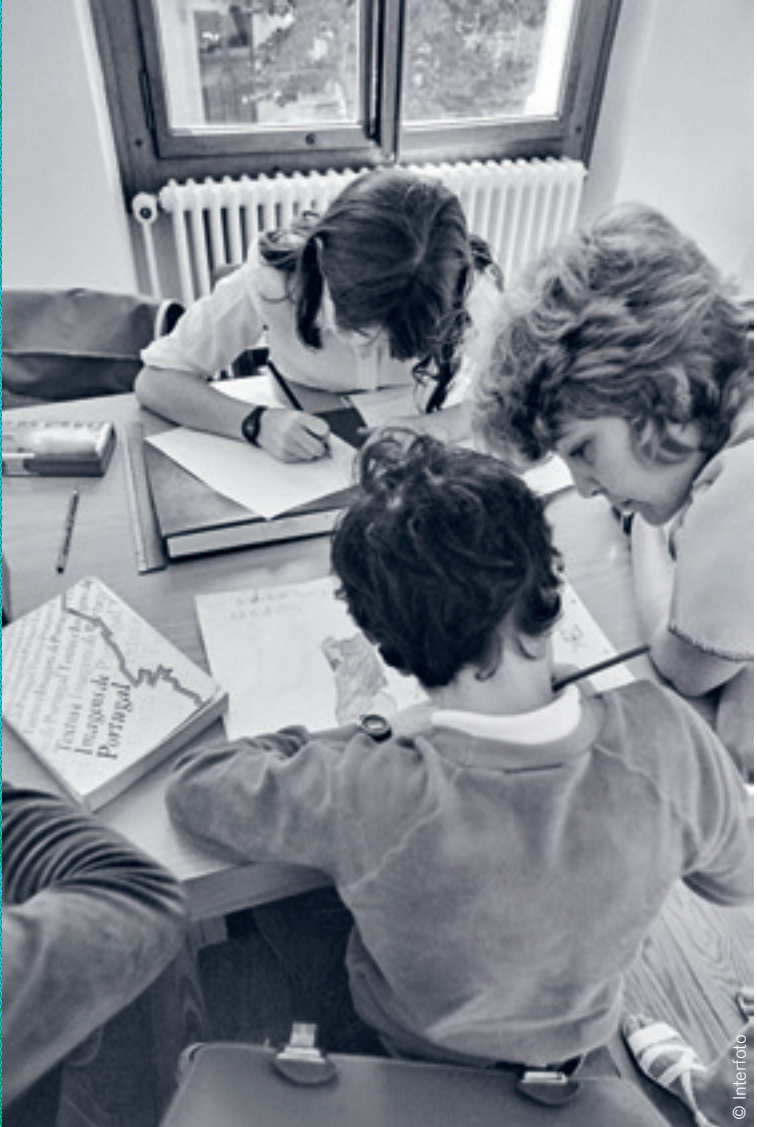
Ce sujet vous intéresse ? Vous pouvez en apprendre plus en écoutant cet extrait audio !



Octobre 1981, Genève. En cuisine, vaisselle et bacs défilent sur les machines. Un travail discret et pourtant essentiel, il fait tourner cantines et restaurants.



Aujourd’hui, les conventions collectives, l’accès à l’information, l’expérience accumulée par plusieurs générations changent les rapports de force. Mais une chose résiste : le regard de la société sur ces métiers.



Genève, années 1980. À la Petite École, près de la gare, des enfants de saisonnières et saisonniers sans statut légal apprennent à lire et écrire. Une école parallèle avant l’accès à l’instruction publique en 1991.

« Enfants du placard. À l’école de la clandestinité » : une exposition itinérante met en lumière ces parcours cachés et le combat pour le droit à l’école.



Genève, août 1981. En hôtellerie, des employées refont les chambres à la chaîne : lits, draps, salles de bain, cadence. Un métier éprouvant sous permis saisonnier, peu reconnu.

Science, innovation et internationalisation

José Mariano Gago (1998), physicien et ministre portugais, artisan de l'internationalisation de la science portugaise et de son ancrage au CERN, ouvrant une passerelle durable vers Genève.



Pendant longtemps, l'histoire de la migration portugaise à Genève s'est racontée à travers les chantiers, les couloirs des hôpitaux, les cuisines des restaurants ou les appartements des familles genevoises. Saisonniers du bâtiment, femmes de ménage, employées et employés de la restauration ou de l'économie domestique ont façonné, souvent dans l'ombre, une part décisive du paysage social et économique du canton.

Depuis une vingtaine d'années, une autre réalité s'impose pourtant, moins visible mais tout aussi structurante : celle des scientifiques, ingénieures et ingénieurs, chercheuses et chercheurs portugais qui ont fait de Genève – et du CERN en particulier – leur laboratoire d'avenir. Une migration qualifiée, plus récente, qui s'est accélérée à la faveur de la crise de 2008, quand une génération de jeunes diplômés s'est retrouvée à court de perspectives au Portugal.

À Lisbonne, Porto ou Coimbra, ils et elles avaient brillamment terminé leurs études, misé sur la recherche, l'ingénierie, la santé ou les technologies de pointe. Puis la crise financière, devenue crise sociale, les a rattrapés. Les postes se sont raréfiés, les salaires ont stagné, la précarité s'est installée. Beaucoup racontent la même scène : un moment où il a fallu choisir entre patienter indéfiniment dans l'espoir d'une titularisation ou tenter sa chance ailleurs.

« Les jeunes qualifiés ne trouvaient plus de grandes opportunités de travail au Portugal. Elles et ils ont dû commencer à chercher à l'étranger », résume Paulo Gomes, physicien au CERN. La Suisse, avec ses centres de recherche, son secteur pharmaceutique, ses hôpitaux universitaires et ses organisations internationales, apparaît alors comme un horizon possible. La mobilité s'intensifie, les trajectoires se croisent. Genève devient l'un de ces lieux où se recomposent les biographies de jeunes Portugaises et Portugais hautement formés, à la recherche de conditions de travail et de recherche à la hauteur de leurs compétences.

C'est dans ce contexte qu'est née, en 2020, l'AGRAPS – Associação dos Graduados Portugueses na Suíça. Le moment est paradoxal : la planète est à l'arrêt, les frontières se ferment, les contacts se réduisent aux écrans. Mais pour Paulo Gomes (président de l'AGRAPS) et quelques collègues, c'est justement le temps de structurer ce qui, jusqu'alors, existait de manière diffuse.

Inspirés par l'exemple d'associations similaires aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France ou en Allemagne, ils décident de créer un espace où cette diaspora qualifiée pourrait se retrouver, échanger, se rendre visible. L'AGRAPS démarre autour d'un noyau de physiciennes, de physiciens, d'ingénieures et d'ingénieurs, souvent liés au CERN, avant de s'élargir. « Les profils sont très variés. Il y a des collègues au CERN, dans les organisations internationales, dans l'industrie de la pharma et de la chimie, à Zurich, à Bâle... Il y a plusieurs branches », explique Paulo Gomes.

Aujourd'hui, l'association compte une soixantaine de membres actifs et reste en lien avec près de 150 personnes. Derrière les chiffres, se dessine une mosaïque de parcours : doctorants, postdocs, ingénieures de haut niveau, médecins, spécialistes en data ou en finance scientifique. Autant de trajectoires qui disent la diversité des voies de la mobilité portugaise contemporaine.

Dès le départ, l'enjeu est clair : pas question de fonder un club élitiste réservé à quelques diplômés prestigieux. L'AGRAPS se veut un lieu de circulation, où les générations et les milieux se rencontrent. Les événements organisés à Genève ou ailleurs en Suisse mélangent chercheuses et chercheurs du CERN, professionnels de l'industrie pharmaceutique, employées et employés d'organisations internationales, mais aussi membres d'associations portugaises plus anciennes.

Les dîners, les apéritifs de réseautage ou les rencontres thématiques deviennent ainsi des espaces de sociabilité essentiels. On y parle projets scientifiques, bien sûr, mais aussi logement, scolarisation des enfants, démarches administratives ou nostalgie du pays. Surtout, l'association se donne une mission de transmission : rapprocher la science des plus jeunes, montrer que les trajectoires universitaires et scientifiques sont à portée de main pour les enfants de la diaspora, souvent socialisés dans un imaginaire où le « bon emploi » reste celui qui garantit la stabilité, pas forcément celui qui mène à un accélérateur de particules.

« Les jeunes qualifiés ne trouvaient plus de grandes opportunités de travail au Portugal. Elles et ils ont dû commencer à chercher à l'étranger. »

Paulo Gomes

Au fil des années, l'AGRAPS a aussi contribué à tisser un réseau de liens entre la diaspora scientifique et les institutions portugaises. L'ambassade du Portugal à Berne, les consulats de Genève et Zurich, la mission permanente auprès des Nations Unies, mais aussi le ministère des Affaires étrangères ou le ministère portugais en charge de la science à Lisbonne, entrent dans ce jeu de relations croisées.

Les visites officielles de ministres ou de secrétaires d'État à Genève deviennent autant d'occasions de rencontres avec la communauté portugaise du CERN. Sur le site de Meyrin, on compte aujourd'hui environ 150 Portugaises et Portugais travaillant sur de longues périodes, auxquels s'ajoute une centaine de collaboratrices et collaborateurs issus d'universités partenaires. Au-delà des chiffres, l'enjeu est symbolique : montrer que les travailleuses et travailleurs portugais participent aussi à la grande aventure scientifique contemporaine.

Dans les récits de cette diaspora scientifique, un nom revient souvent : celui de José Mariano Gago. Physicien des particules, ministre de la Science et de la Technologie entre 1995 et 2002, puis ministre

José Medeiros Ferreira, ministre des affaires étrangères, signe l'adhésion du Portugal au Conseil de l'Europe (Strasbourg, 1976): de l'exil genevois aux grandes scènes internationales.



© Editorial Bizâncio

de la Science, de la Technologie et de l'Enseignement supérieur entre 2005 et 2011. Il a été l'une des figures clés de l'internationalisation de la science portugaise.

Pour Paulo Gomes, il n'est pas seulement un nom dans les manuels: c'est d'abord un professeur. « Déjà, il a été mon professeur en première année à l'université, puis à d'autres occasions. Il était très intelligent, très attachant », raconte-t-il. À la fin de ses études, c'est Gago qui l'invite, avec un collègue, à venir au CERN « essayer » la vie de chercheur dans ce temple de la physique des particules. L'essai se transformera en une carrière au sein de l'institution.

Mariano Gago a créé le premier groupe portugais en physique des particules expérimentale et a joué un rôle central dans l'entrée du Portugal au CERN en 1986. Il a surtout ouvert une brèche: « Il a éveillé les gens au besoin des collaborations internationales, à l'idée qu'on ne pouvait pas faire de la science en restant enfermés dans de petits laboratoires », résume Gomes. L'arrivée de dizaines de chercheuses et chercheurs portugais à Genève, aujourd'hui encore, prolonge cet héritage.

Si l'histoire de cette diaspora scientifique se nourrit de réussites et de trajectoires inspirantes, elle reste aussi traversée par des tensions et des renoncements. Quitter le Portugal n'est pas un geste neutre. Derrière chaque départ, il y a des parents, des amies et des amis, des paysages, une langue au quotidien. Beaucoup gardent l'idée qu'ils « reviendront un jour ».

Mais plus les années passent, plus l'équation se complique. Les salaires, les conditions de travail et de recherche jouent largement en faveur de la Suisse ou d'autres pays européens. Les retours définitifs restent difficiles à organiser, même lorsque l'attachement au pays reste fort. La migration qualifiée, en ce sens, n'est pas seulement une promesse d'ascension sociale: c'est aussi un pari permanent entre stabilité, carrière et désir de « chez soi ».

À Genève, la présence portugaise ne se résume donc plus aux clichés du passé. Des chantiers aux laboratoires, des cuisines de restaurants aux salles blanches de la pharma, c'est toute une palette de métiers et de niveaux de qualification qui coexistent désormais.

Dans les couloirs du CERN, dans les bureaux vitrés des organisations internationales, dans les services de recherche des hôpitaux ou les sièges d'entreprises de haute technologie, une diaspora qualifiée, discrète mais influente, contribue à faire rayonner la science portugaise bien au-delà des frontières nationales. Ces nouvelles générations apportent avec elles une image différente du Portugal: celle d'un pays capable de former des chercheuses et chercheurs à la pointe, des ingénieures et ingénieurs de rang international, des professionnels à l'aise dans les grands réseaux scientifiques mondiaux – sans pour autant renoncer à leur langue, à leurs liens familiaux, ni à la mémoire collective de celles et ceux qui, avant eux, ont construit une autre page de l'histoire portugaise à Genève.



© Sofia Lopes Borges

Sofia Lopes Borges, doctorante en histoire contemporaine à l'UNIGE : trajectoire entre Lisbonne et Genève, ancrée dans des réseaux internationaux, où recherche et création circulent à l'échelle globale.

« Quand j'étais en dernière année à l'université, Mariano Gago nous a invités un collègue et moi à venir au CERN essayer, voir si on aimait le CERN et si le CERN nous aimait. Et puis, ça s'est bien passé et on est resté accrochés. Mariano Gago a créé le premier groupe portugais en physique de particules expérimentales, parce qu'il y avait un petit groupe aussi en physique théorique. Et c'était lui aussi qui, après, a développé la science en Portugal comme ministre de la Science. Donc, il a inspiré beaucoup de monde pour le développement de la science au Portugal. »

Paulo Gomes
physicien au CERN et président de l'AGRAPS



© Miguel Valle de Figueiredo

Paulo Gomes, physicien au CERN et président de l'Associação dos Graduados Portugueses na Suíça (AGRAPS). Il fédère la diaspora scientifique portugaise à Genève et renforce les passerelles de recherche avec le Portugal.



Ce sujet vous intéresse? Vous pouvez en apprendre plus en écoutant cet extrait audio!



Église et communauté religieuse

Quand on arrive loin de chez soi, certains repères prennent une importance inattendue : une habitude, une pratique, parfois un lieu. Pour beaucoup de Portugaises et Portugais arrivés dans le canton de Genève depuis les années 1960, cette force a pris la forme d'un lieu bien particulier : l'Église. Pas seulement une église de quartier, mais un repère dans la ville, un espace où l'on trouvait une langue familière, une main tendue, un mode d'emploi pour survivre loin de chez soi.

À Genève, l'Église Sainte-Clotilde a incarné cette présence. Une porte ouverte à toute heure, des bancs où l'on pouvait se poser, des voix qui murmuraient un portugais réconfortant dans un quotidien dominé par l'incertitude. Trouver un logement, comprendre la bureaucratie locale, décrocher un emploi, garder un lien avec le Portugal : l'Église a longtemps été ce point d'appui indispensable pour une population arrivée souvent sans ressources, parfois clandestinement, presque toujours dans l'urgence.

« L'Église, c'était le lieu pour s'informer. Pour apprendre la langue. Pour comprendre comment vivre ici. »

Le père Miguel Dalla Vecchia

Le père Miguel Dalla Vecchia connaît bien ces récits-là. Italo-brésilien, membre d'une congrégation dédiée aux personnes migrantes, il porte lui-même une identité tissée de passages et de frontières franchies. « Nous sommes une congrégation qui accompagne celles et ceux qui arrivent, qui cherchent leur place. Nous sommes nous-mêmes des migrants, alors nous comprenons », explique-t-il.

Lorsqu'il évoque les Portugaises et Portugais des années 1960 et 1970, le Padre Miguel rappelle un contexte que Genève préfère parfois oublier : des hommes et des femmes qui arrivaient de nuit, par les montagnes, parfois à pied, souvent sans papiers. Sans argent, sans repères, sans langue. L'Église devenait alors bien plus qu'un lieu de prière : un guichet social improvisé, une école de français, un relais pour trouver du travail, un espace culturel où circulaient les informations, les petites annonces, et même, autrefois, une radio, un cinéma, des revues venues du pays.

« L'Église, c'était le lieu pour s'informer. Pour apprendre la langue. Pour comprendre comment vivre ici. Les gens demandaient où trouver une maison, où chercher du travail... On n'a pas toutes les réponses, mais on sait où elles se trouvent », raconte-t-il.

Pour le Padre Miguel, un principe demeure central : la langue comme porte d'entrée. « La langue, c'est ce qui permet d'aller vers les autres. Quand on la maîtrise, on s'insère naturellement. On découvre la culture, les codes. On ne reste pas entre nous. »

Aujourd'hui, les personnes immigrées portugaises n'arrivent plus clandestinement, et leurs

conditions matérielles sont souvent plus favorables. Les générations ont changé, les familles se sont installées durablement, les enfants sont devenus bilingues et les mariages mixtes se sont multipliés. Mais la dimension linguistique reste au cœur de la mission de l'Église.

La messe dominicale se célèbre toujours en portugais — un choix affectif autant que culturel. Mais les célébrations familiales, elles, s'ouvrent au bilinguisme, parfois au trilinguisme. « Les familles sont mélangées. Les enfants parlent français. Il faut que tout le monde se sente accueilli », explique le prêtre.

Accompagner cette communauté lui demande de naviguer entre pays, entre cultures, entre histoires individuelles parfois lourdes. « Être prêtre pour des personnes migrantes signifie être migrant avec eux. On comprend ce que c'est de laisser une maison, une famille, un pays. Cela nous ouvre le cœur. Cela nous rend plus proches. »

Dans son discours, rien de nostalgique. Au contraire : son regard est celui d'un homme qui voit une communauté avancer, se transformer, s'ancrer dans une société genevoise qui, elle aussi, évolue.

L'Église Sainte-Clotilde accueille environ 950 enfants pour le catéchisme. Le profil des familles a changé : des parents installés depuis longtemps, des jeunes genevois d'origine portugaise, mais aussi de nouvelles et nouveaux arrivants venus du Portugal, du Brésil, du Cap-Vert ou d'Angola. La communauté lusophone est plurielle, multiple et diverse.

Les catéchistes, jeunes et moins jeunes, accompagnent les enfants dans les deux langues. Et les discussions débordent largement des enseignements religieux. On parle des votations à venir, de la citoyenneté, du vivre ensemble. « Participer à la vie publique, c'est une part de l'intégration. Il faut mobiliser les gens. Beaucoup viennent d'une culture où l'on votait peu. Alors on les encourage : allez-y, informez-vous, choisissez », explique le Padre Miguel.

Pour lui, la transmission n'est pas un repli identitaire. C'est au contraire un aller-retour nécessaire : préserver une culture, un imaginaire, une langue, tout en s'insérant pleinement dans la société genevoise.

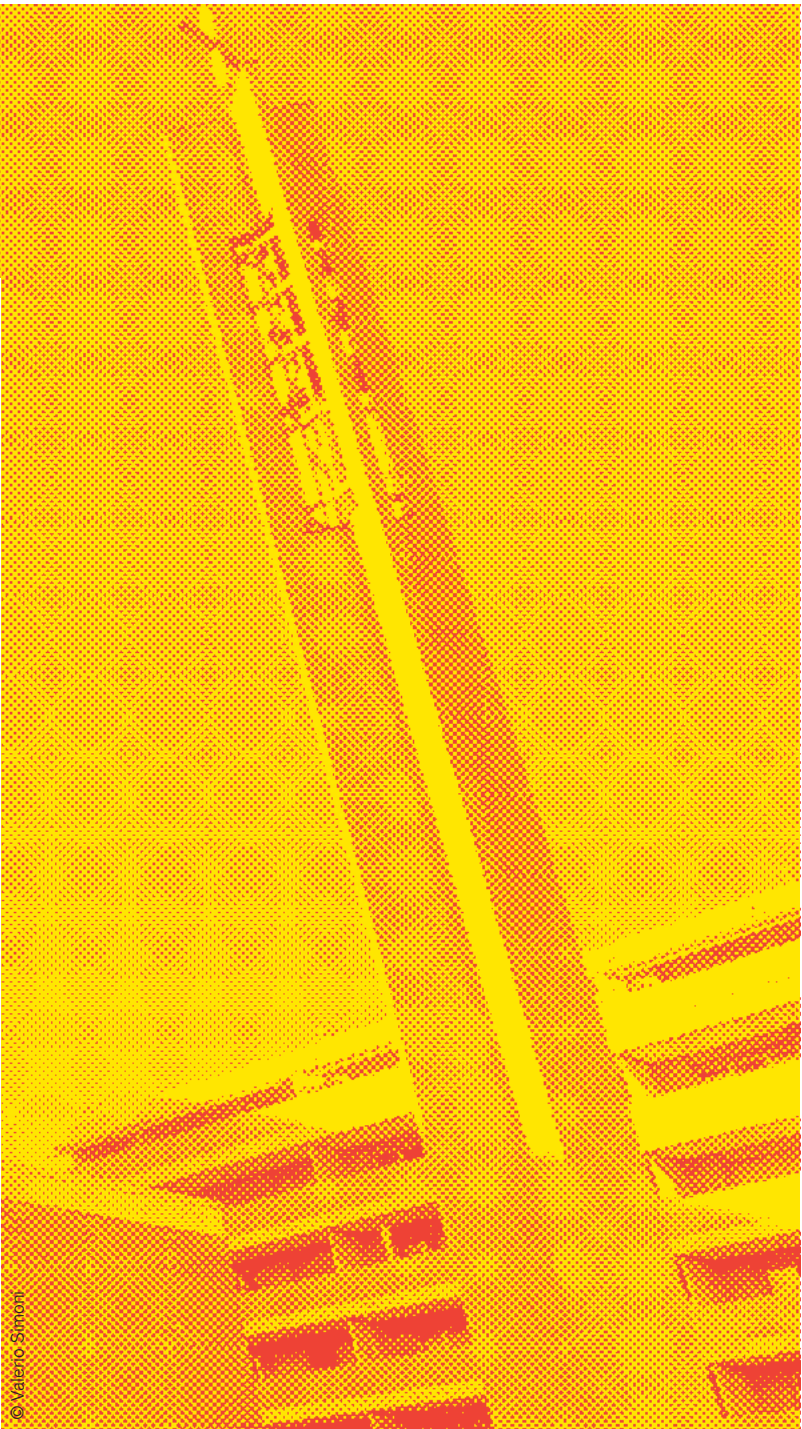
« Il ne faut pas rester entre nous », insiste le prêtre. Il voit dans les associations portugaises (folkloriques, sportives, musicales) non pas des cocons communautaires, mais des ambassadeurs culturels. « Ces groupes existent pour aller vers les autres. Pour montrer la richesse de la culture portugaise. Pour participer aux fêtes, aux événements genevois. C'est une façon de transmettre, mais aussi de s'ouvrir. »

Dans cette vision, l'Église n'est plus une frontière entre « le pays d'origine » et « le pays d'accueil », mais une passerelle vivante, une interface culturelle et humaine.

Ce que raconte le parcours du Padre Miguel, c'est une histoire collective faite d'efforts, de solidarités et de transformations. Une histoire où l'Église a été tour à tour refuge, école, bureau d'orientation et espace communautaire. Aujourd'hui encore, elle reste un lieu de rencontres : entre générations, entre langues, entre mémoires et projets.

Alors que les flux migratoires portugais évoluent et que de nouvelles tendances apparaissent, la paroisse Sainte-Clotilde continue de jouer un rôle discret mais essentiel : celui de maintenir un fil entre les personnes et entre les mondes.

Ce sujet vous intéresse ? Vous pouvez en apprendre plus en écoutant cet extrait audio !



Église Sainte-Clotilde (La Jonction), port d'attache de la communauté catholique lusophone depuis des décennies. Messes en portugais et lieu d'accueil pour s'orienter et pour l'entraide.



Après la messe dominicale à Sainte-Clotilde, des fidèles prient devant Nossa Senhora de Fátima, figure majeure du catholicisme portugais et repère affectif de la diaspora.



Vera Correia, assistante de gestion financière à Genève : migration portugaise qualifiée, mobile et plurilingue, qui élargit les profils de la diaspora.



Bruno da Silva, plus jeune maire du canton de Genève (Thônex) : d'un héritage familial de migration au service public local, il incarne une génération qui transforme l'ancrage en engagement civique.



Ana Vieira Leite, soprano formée à Genève : carrière entre Suisse et scènes européennes majeures, où la musique fait passerelle. Une autre manière de migrer, entre projets, langues et appartenances.

Nouvelles migrations

Depuis quelques années, un autre visage de la migration portugaise se fait davantage voir, sans effacer les réalités héritées des décennies précédentes. Loin des seules figures de l'ouvrier du bâtiment ou de l'employée de maison, une génération de jeunes diplômés, plurilingues et mobiles, s'installe aujourd'hui dans les laboratoires, les bureaux d'ingénierie, les hôpitaux ou les services informatiques.

Métiers de la recherche, des soins, de l'ingénierie ou entrepreneuriat : ces nouvelles et nouveaux venus prolongent une histoire migratoire commencée il y a plus d'un demi-siècle, mais la réinventent à leur manière. Elles et ils traversent les frontières avec une facilité inédite, sans toujours s'installer pour la vie, souvent tiraillés entre plusieurs pays, plusieurs langues, plusieurs appartenances.

Pour comprendre cette évolution, il faut d'abord rompre avec l'idée d'une communauté unique et homogène. Comme le soulignent plusieurs spécialistes des mobilités portugaises, la tentation des raccourcis (du « saisonnier » au « chercheur ») masque une diversité de profils et de parcours. C'est ce que rappelle Leonor Esteves, Consule générale du Portugal à Genève. À ses yeux, la pluralité des trajectoires est essentielle.

« Avant tout, la communauté portugaise en Suisse n'est pas une communauté égale, elle est en réalité hétérogène », insiste-t-elle. Différentes vagues migratoires – années 1980, années 1990, puis après 2002 avec la libre circulation entre la Suisse et l'Union européenne – ont fait coexister plusieurs générations, chacune avec ses repères, ses attentes et sa manière d'habiter le pays.

Les premières générations arrivent dans un contexte de travail saisonnier, souvent dans la construction, l'agriculture, l'hôtellerie ou la restauration. Imprégnées de l'idée du retour, elles vivent longtemps avec un pied ici, un pied là-bas, projetant leur avenir au Portugal, même lorsqu'elles finissent par rester en Suisse. Cette présence, largement tournée vers le pays d'origine, nourrit l'image d'une communauté jugée « discrète », peu visible dans l'espace public.

Cette réputation de retenue, Leonor Esteves la nuance avec clarté. Selon elle, réduire les Portugaises et Portugais à une communauté peu impliquée dans la vie publique suisse est au mieux approximatif. Les premières et les premiers arrivants se montrent peut-être moins présents dans les partis ou les institutions politiques helvétiques, mais ils participent activement à la vie sociale et économique du pays, par le travail, l'intégration dans les quartiers, l'engagement dans les associations.

À leurs côtés, une « deuxième génération » a grandi, née ou arrivée très jeune en Suisse. Ces enfants de migrantes et migrants ont fréquenté l'école helvétique, noué des amitiés avec des Suisses et des camarades d'autres origines, adopté plus aisément les codes et les valeurs du pays. Beaucoup possèdent aujourd'hui la double nationalité et s'engagent dans la vie associative, syndicale, parfois politique. Pour elles et eux, la Suisse n'est pas seulement un lieu de travail : c'est un espace de citoyenneté.

À cette mosaïque s'ajoute, plus récemment, ce que la Consule générale décrit comme une vague de migrations hautement qualifiées. Il s'agit de jeunes adultes arrivés à la faveur de la crise économique et financière qui a durement frappé le Portugal entre 2010 et 2014, puis dans les années qui ont suivi. Diplômes d'universités portugaises en poche, elles et ils poursuivent parfois un doctorat ou un postdoctorat, ou viennent occuper des postes spécialisés dans un marché suisse demandeur de compétences. Parfois, un phénomène de déqualification s'opère toutefois, car le fait d'être diplômé ne garantit pas que l'on trouve un emploi en Suisse correspondant à son niveau d'études.

« Beaucoup sont venus lors de la crise, avec des conséquences financières très fragiles, rappelle Leonor Esteves. Elles et ils sont souvent diplômés au minimum de niveau universitaire et, par leurs hautes qualifications, ont un rapport au monde et à la politique tout à fait différent des premières générations. » Ces nouvelles et nouveaux arrivants

participent plus facilement à la vie sociopolitique suisse, exercent leur droit de vote dès qu'ils le peuvent, s'investissent dans des collectifs ou des causes qui dépassent le strict cadre de la communauté d'origine.

Ce glissement se traduit concrètement dans la carte des métiers. Les Portugaises et Portugais ne se limitent plus aux secteurs historiquement associés à leur immigration – construction, agriculture, hôtellerie saisonnière, restauration – bien que ces secteurs restent centraux. Désormais, on les retrouve dans l'ingénierie, l'architecture, l'informatique, la santé, la banque, l'administration, et dans des formes plus diverses de services qualifiés et intermédiaires.

Cette diversification des parcours professionnels reflète à la fois l'élévation générale du niveau de formation au Portugal et la demande spécifique du marché suisse. Elle brouille les représentations héritées : à l'image du maçon ou de la femme de ménage s'ajoutent celle du développeur, de l'infirmière et de la médecin, de l'architecte ou de la cadre dans une grande entreprise.

Ces profils arrivés récemment partagent plusieurs caractéristiques : un niveau d'éducation élevé, une plus grande flexibilité professionnelle et une maîtrise étendue des langues. La plupart parlent le français, souvent l'anglais, parfois l'allemand ou une autre langue étrangère.

« Ces caractéristiques leur permettent une plus grande mobilité et une meilleure intégration sociale et professionnelle, explique la Consule générale. Ils peuvent changer de profession plus facilement, ils évitent plus aisément l'enfermement. Ils sont plus ouverts, ils ont des amis suisses. » Leonor Esteves raconte d'ailleurs, non sans sourire, avoir elle-même rapidement tissé des liens d'amitié en deux ans de présence à Genève.

Cette mobilité n'est pas seulement symbolique. Elle s'incarne aussi dans la circulation constante entre les deux pays. Les liaisons aériennes fréquentes – plusieurs vols quotidiens entre la Suisse et le Portugal – rendent possibles des allers-retours réguliers. Certains vivent et travaillent une partie de la semaine à Genève, puis repartent quelques jours au Portugal, brouillant encore un peu plus la frontière entre « ici » et « là-bas ».

Reste une constante, que la Consule générale ne cherche pas à édulcorer : le moteur principal de cette nouvelle migration reste encore économique. Les jeunes diplômés portugais sont attirés par des perspectives de carrière et de salaire qu'ils ne trouvent pas toujours dans leur pays d'origine.

La Suisse offre un marché du travail dynamique, notamment dans des secteurs comme l'ingénierie, la santé, les technologies de l'information. À cela s'ajoutent un système de santé et d'éducation de qualité, un environnement politique stable, des possibilités de progression professionnelle. Autant de raisons qui incitent ces personnes diplômées à franchir le pas, au moins pour quelques années.

Mais partir ne signifie pas renoncer. Beaucoup continuent à entretenir un lien fort avec le Portugal, qu'il s'agisse de projets de retour à long terme, d'engagements transnationaux, ou simplement de la volonté de contribuer, à distance, au développement de leur pays.

Au final, parler aujourd'hui de « la communauté portugaise en Suisse », c'est accepter de tenir ensemble ces différentes réalités : les ouvriers arrivés il y a quarante ans avec un contrat saisonnier en poche, les enfants devenus citoyens suisses, les jeunes chercheuses, ingénieures ou les soignants qui jonglent entre plusieurs pays et plusieurs langues.

Loin d'une image figée, cette présence se recompose en permanence. Parfois peu visible dans l'espace public, parfois très audible, elle dessine un Portugal en mouvement, qui s'exporte sous des formes multiples et s'inscrit de plus en plus dans les réseaux professionnels, sociaux et politiques de la Suisse contemporaine.

Ce sujet vous intéresse ? Vous pouvez en apprendre plus en écoutant cet extrait audio !



Partir ou rester

Dans les années 1970, pour les premières et premiers saisonniers portugais arrivés à Genève, un rêve structurait toutes les privations : celui du retour au pays. Travailler dur sur les chantiers, supporter l'isolement, la xénophobie, les baraquements insalubres – tout pouvait devenir acceptable à condition d'avoir, au bout du compte, de quoi construire un toit au Portugal. Ne se sentant pas vraiment appartenir à la Suisse, beaucoup entretenaient cette perspective comme un horizon salvateur. Cette distance pouvait aussi expliquer, en partie, leur faible participation électorale : à quoi bon voter, si l'on se voit toujours de passage ?

En 2023, la population portugaise est celle qui présente le taux de migration de retour le plus élevé depuis la Suisse : 83 départs pour 100 arrivées et près de 87 % des départs ont le Portugal pour destination. Mais entre aspirations, projets familiaux et contraintes économiques, ce retour n'est plus une évidence. Il s'est complexifié, diversifié, parfois même évanoui.

Liliana Azevedo, sociologue et chercheuse associée à l'Observatoire portugais de l'émigration à Lisbonne, s'est penchée sur ces trajectoires tardives. « Je voulais rendre hommage à cette génération de migrantes et migrants plus âgés, longtemps restés invisibles », explique-t-elle. Alors que les études se focalisent sur la « nouvelle migration » des jeunes diplômés, elle a étudié la transition vers la retraite des saisonnières et saisonniers d'hier.

Sa découverte est frappante : une très large majorité des Portugaises et Portugais de Suisse rentre au pays à l'âge de la retraite. Mais ce choix n'est pas seulement nostalgique. C'est souvent un calcul économique. « Parmi celles et ceux qui ont changé d'idée, certains comprennent qu'ils n'ont pas les moyens de rester en Suisse, mais qu'ils peuvent vivre bien au Portugal grâce à la différence de niveau de vie », observe la chercheuse.

Partir ou rester : quand les rêves de retour des Portugaises et Portugais se heurtent à la réalité suisse.

Pourtant, tous ne repartent pas par choix. Beaucoup se retrouvent « pris au piège de leur projet migratoire initial ». D'autres, restés en Suisse jusqu'à la retraite, ont vu leur trajectoire évoluer. « Elles et ils ont nourri des projets pour leurs enfants, estimant qu'ils avaient de meilleures opportunités ici », raconte Liliana Azevedo. Le permis C en poche, la stabilité acquise, certaines personnes se disent alors : « On ira au Portugal de temps en temps. »

Mais la réalité rattrape ces beaux projets. La rente AVS ne suffit pas face aux coûts de la vie suisse – loyers exorbitants, système de santé hors de prix. « Ce n'est pas qu'une question de pension, c'est tout l'écosystème des dépenses qui pèse », souligne la sociologue.

Antonio da Cunha, professeur honoraire de l'Université de Lausanne et figure de la communauté portugaise de Suisse romande, éclaire cette évolution par une grille en deux temps. « Il y a eu

un premier cycle de croissance incroyable jusqu'en 2001, puis un tassement. Ensuite, un deuxième cycle à partir de 2001, marqué par une transformation profonde du profil des migrantes et migrants. »

Ce basculement s'explique d'abord par le Portugal lui-même. L'accès aux études supérieures s'est démocratisé, touchant des couches de la population autrefois exclues. « Aujourd'hui, les nouvelles et nouveaux arrivants occupent des postes qualifiés, surtout dans le tertiaire, et non plus dans la construction », note le sociologue. Personnes vivant dans les centres urbains, formées, elles maîtrisent le français, souvent l'anglais, et décodent plus aisément les codes suisses.

« On passe de migrantes et migrants ruraux, avec une formation de base, à des profils de zones urbaines, avec un niveau secondaire ou tertiaire », résume Antonio da Cunha. Résultat : des emplois stables, des permis C rapidement acquis, une sécurité qui tranche avec la précarité des premières vagues.

Autrefois, l'objectif était clair : économiser au maximum pour rentrer, bâtir une maison, asseoir un niveau de vie au pays. Aujourd'hui, les priorités ont basculé. « Les gens disent : "Profiter de la vie ici, maintenant" », observe Antonio da Cunha. Fini le sacrifice différé, place à une présence choisie, assumée.

Mais ce confort a un revers. Le mouvement du retour à la retraite « a pris de l'ampleur », note Liliana Azevedo. « De plus en plus de gens voient partir leurs voisines, voisins, amies et amis. Même chez les 40-50 ans naît l'idée qu'on ne pourra pas rester jusqu'au bout. » Certains s'étaient imaginés vieillir en Suisse et doivent revoir leur copie. D'autres s'appuient sur leurs enfants restés sur place. D'autres encore glissent vers la vulnérabilité, sans patrimoine accumulé.

La chercheuse insiste sur la nécessité d'anticiper : « Il faut se préparer à la retraite, pas seulement économiquement, mais aussi socialement et psychologiquement. » Les décisions se prennent souvent en couple. Mais que se passe-t-il quand l'un des deux disparaît ? « Tout d'un coup, la famille proche est en Suisse. Ça complique tout. »

Les enfants, eux, commencent à intervenir : séjours plus fréquents au Portugal, démarches administratives pour soutenir les parents. Et le temps joue contre : « On n'a pas forcément la vie devant soi à 65 ou 60 ans, surtout après une carrière de saisonnier dans la construction », prévient Liliana Azevedo.

Ces trajectoires croisées dessinent une communauté portugaise suisse en pleine recomposition. D'un côté, une génération de saisonnières et saisonniers pour qui le retour reste une boussole, même contrariée par l'âge ou les contingences matérielles. De l'autre, de jeunes personnes urbaines, qualifiées, qui entendent bien profiter de leur vie ici et maintenant, sans se projeter forcément dans un grand départ.

Entre ces deux mondes, les choix se multiplient : rester pour les enfants, rentrer pour le coût de la vie, tester des allers-retours, ou simplement accepter l'incertitude. Ce qui reste constant, c'est cette tension originelle entre partir et rester – un fil rouge qui traverse désormais plusieurs générations, et qui dit autant de la résilience portugaise que des mutations profondes du Portugal et de la Suisse d'aujourd'hui.



Découvrez la série documentaire podcast *Notre História* en six épisodes qui retrace l'histoire des collectivités portugaises dans le canton de Genève



« Les Portugais se caractérisent indéniablement par une forte tendance à rentrer au pays, en comparaison avec les autres collectivités étrangères : quelque 70 % des Portugais arrivés en Suisse en 1981 sont retournés dans leur pays au cours des vingt-cinq ans qui ont suivi, contre 52 % des Italiens et 49 % des Turcs, par exemple. Cependant, après 20 ans, un peu moins d'un tiers du groupe reste toujours domicilié en Suisse, principalement en conservant la nationalité portugaise. »

Extrait du rapport « Les Portugais en Suisse » publié par l'Office fédéral des migrations sous la direction de Rosita Fibbi en 2010

Ce sujet vous intéresse ? Vous pouvez en apprendre plus en écoutant cet extrait audio !





Programa Regressar: dispositif public consistant en mesures fiscales, appui au retour, emploi et entrepreneuriat pour faciliter la réinstallation des personnes émigrées et de leurs familles au Portugal.

Aéroport de Genève, 2021 : à la retraite, la question du retour au pays se pose. Retourner pour vivre mieux, rester pour les enfants, ou faire l'aller-retour: la décision est loin d'être une évidence.

« Aujourd'hui, les priorités ont basculé. Les gens disent : profiter de la vie ici, maintenant ! »

Antonio da Cunha



Cabines et files d'attente aux « téléphones internationaux » de Genève, nov. 1986. Entretenir le lien familial à distance, malgré la séparation et les contraintes du statut de saisonnier.

Memórias em viagem

Mémoires en voyage

« Viajar? Para viajar basta existir. Vou de dia para dia, como de estação para estação, no comboio do meu corpo, ou do meu destino, debruçado sobre as ruas e as praças, sobre os gestos e os rostos, sempre iguais e sempre diferentes, como, afinal, as paisagens são.

Se imagino, vejo. Que mais faço eu se viajo? Só a fraqueza extrema da imaginação justifica que se tenha que deslocar para sentir.

« Qualquer estrada, esta mesma estrada de Entepfuhl, te levará até ao fim do mundo ». Mas o fim do mundo, desde que o mundo se consumou, dando-lhe a volta, é o mesmo Entepfuhl de onde se partiu. Na realidade, o fim do mundo, como o princípio, é o nosso conceito do mundo. É em nós que as paisagens têm paisagem. Por isso, se as imagino, as crio; se as crio, são; se são, vejo-as como às outras. Para quê viajar? Em Madrid, em Berlim, na Pérsia, na China, nos Pólos ambos, onde estaria eu senão em mim mesmo, e no tipo e género das minhas sensações? A vida é o que fazemos dela. As viagens são os viajantes. O que vemos, não é o que vemos, senão o que somos. »

« Ver é estar distante. Ver claro é parar. Analisar é ser estrangeiro. »

In: Fernando Pessoa (Bernardo Soares), [1982] 1998. *Livro do Desassossego*. Lisboa: Assírio & Alvim

« Voyager ? Pour voyager il suffit d'exister. Je vais d'un jour à l'autre comme d'une gare à l'autre, dans le train de mon corps ou de ma destinée, penché sur les rues et les places, sur les visages et les gestes, toujours semblables, toujours différents, comme, du reste, le sont les paysages. Si j'imagine, je vois. Que fais-je de plus en voyageant ? Seule une extrême faiblesse de l'imagination peut justifier que l'on ait à se déplacer pour sentir. « N'importe quelle route, et même cette route d'Entepfuhl, te conduira au bout du monde. » Mais le bout du monde, depuis que le monde s'est trouvé accompli lorsqu'on en eut fait le tour, c'est justement cet Entepfuhl d'où l'on était parti. En fait, le bout du monde, comme son début lui-même, c'est notre conception du monde. C'est en nous que les paysages trouvent un paysage. C'est pourquoi, si je les imagine, je les crée ; si je les crée, ils existent ; s'ils existent, je les vois tout comme je vois les autres. A quoi bon voyager ? A Madrid, à Berlin, en Perse, en Chine, à chacun des pôles, où serais-je sinon en moi-même, et enfermé dans mon type et mon genre propre de sensations ? La vie est ce que nous en faisons. Les voyages, ce sont les voyageurs eux-mêmes. Ce que nous voyons n'est pas fait de ce que nous voyons, mais de ce que nous sommes. »

« Voir, c'est être loin. Voir clairement, c'est s'arrêter. Analyser, c'est être étranger. »

In: Fernando Pessoa (Bernardo Soares), 1988 *Livre de l'Intranquillité*. Paris: Editions Christian Bourgois



Azulejo peint à la main, en séchage. Ateliers des cours de l'Enseignement du Portugais à l'Étranger (EPE, Institut Camões) menés avec le Musée Ariana à Genève : héritage de l'azulejo, pont créatif entre Suisse et Portugal, 7 juin 2025.



Ateliers d'azulejos avec le Musée Ariana et l'EPE/Instituto Camões. Un élève prépare le motif qui sera reporté sur carreau, 14 juin 2025.

A que espera

A tristeza sentou-se à minha porta
mas eu não a alimentei

Cão de guarda por cão de guarda
prefiro a alegria

A ela entrego os meus dias
e o abraço daquele que vem de longe
para me dizer que o amor que foi ontem
ainda é hoje.

Celle qui attend

La tristesse s'est assise à ma porte
mais je ne l'ai pas nourrie

Chien de garde pour chien de garde
je préfère la joie

Je lui confie mes jours
et l'étreinte de celui qui vient de loin
pour me dire que l'amour d'hier
est encore aujourd'hui.

Lídia Jorge, 2019. *O livro das Tréguas*.
Lisboa: Dom Quixote.
Traduction française : Nazaré Torrão.

« Somos a memória que temos
e a responsabilidade que assumimos.
Sem memória não existimos,
sem responsabilidade talvez não
mereçamos existir. »

« Nous sommes la mémoire
que nous avons et la responsabilité
que nous assumons. Sans mémoire,
nous n'existons pas,
sans responsabilité, nous ne méritons
peut-être pas d'exister. »

In: José Saramago, 1994-1998.
Cadernos de Lanzarote: Diário (1993-1995).
Lisboa: Editorial Caminho
Traduction française : Valerio Simoni

Cette publication est éditée par :
Département de la cohésion sociale
Bureau de l'intégration et de la citoyenneté

C.P. 2160
1211 Genève 2

integration.etrangers@etat.ge.ch
integration.ge.ch

Les témoignages sont tirés de la série
documentaire podcast *Notre História*, réalisée
par Chahut Média.

Conception graphique : Giganto.ch
Mars 2026